

Les Cahiers N°3



Les Photos

1. Charles Fourier
2. Jean Burger
3. Affiche de 1935
4. Affiche CGTU

Bernard Desmars

Jean François Lassagne

André Thomy

Mise en page par Michel Féray

Les Cahiers De l'Institut Mosellan d'Histoire Sociale

Bulletin N°3

Institut Mosellan d'Histoire Sociale de la CGT – 10 rue de Méric – 57050 - Metz



Jean François Lassagne

Janvier : le mois des vœux, alors à toutes et tous je souhaite une bonne année et comme on dit elle sera aussi en partie ce que nous pourrons en faire ensemble. Une bonne année aussi à **la CGT qui fête ses 130 bougies** en 2025, sans aucun doute combative et offensive face à un patronat toujours aussi vorace et un gouvernement qui demeure au service exclusif des riches ; face également à une extrême droite aux dents longues.

Cette année au mois de mars, notre Union Départementale de Moselle tiendra son **50^e congrès à Saint-Avold**, soit 106 ans après sa naissance. Petit retour en arrière, après l'annexion au Reich allemand durant quasiment un demi-siècle (1871-1918), au cours de laquelle les travailleurs ont créé leurs organisations les *Syndicats libres* (*Freie Gewerkschaften*) et avec le retour à la France, le premier congrès de l'UD se tint en juillet 1919 au Tigre Bock à Metz. Cela se fit dans des conditions particulières puisque les syndicats alsaciens et mosellans adhèrent à la CGT par l'USAL, l'Union des Syndicats d'Alsace-Lorraine qu'ils avaient créée, laquelle collectait et réglait les cotisations à la Confédération.

Cette année aussi nous célébrons le **80^e anniversaire de la Libération**. Dans le contexte particulier de la Moselle (comme l'Alsace) annexée une seconde fois au Reich et intégrée au Gau Westmark, le principal réseau de Résistance s'organisa avec l'engagement des militants et militantes de la CGT, le plus souvent communistes au sein du Groupe Mario dirigé par l'instituteur Jean Burger. Mineurs de charbon et de fer, sidérurgistes et cheminots pour l'essentiel s'engagèrent au péril de leur vie dans ce combat. Le bilan fut lourd et sur les 858 travailleurs mosellans Résistants (es) actifs recensés du groupe, 283 moururent en déportation, dont une femme Irène Welferding à Ravensbrück. Organisée par la CGT Grand-Est en collaboration avec le DGB allemand du Südbaden, une cérémonie d'hommage se tiendra le 8 mai prochain au camp de concentration du Struthof, situé en Alsace, avec la participation attendue de Sophie Binet.

Sommaire

1934-1935 : cette période de notre histoire fait l'objet du premier article.

Les répercussions de la crise de 1929 aux États-Unis frappent la France avec force à la fin de l'année 1930, bien que les tout premiers symptômes se firent jour dès 1929 et même plus tôt encore dans certains domaines en Moselle.

Le chômage s'enracine avec les licenciements massifs et la misère frappe aux portes ouvrières. Dans le même temps, la gauche est divisée, comme le syndicalisme où la CGT et la CGTU ne portent ni le même diagnostic ni les mêmes remèdes.

Les politiques des gouvernements successifs ne font qu'aggraver la situation, alors qu'éclate le scandale Stavisky, dont profite l'extrême droite qui se sent pousser des ailes après l'accession d'Hitler et des nazis au pouvoir à nos portes. Cependant, face au péril fasciste, la classe ouvrière va se réunifier et se mobiliser aux avant-postes du combat antifasciste, en solidarité également avec ses camarades sarrois pourchassés. -----Page 4

Charles Fourier (1772-1837) : construire un « nouveau monde. »

Bernard était enseignant à l'UFR Sciences Humaines et Arts de l'Université de Lorraine à Metz et spécialiste de Fourier. Sollicité pour un article dans nos Cahiers, il nous a proposé le présent écrit. Il est l'auteur du livre :

Militants de l'utopie ? Les fouriéristes dans la seconde moitié du 19^e siècle, Dijon, les Presses du réel, 2010.

Le 28 septembre 2018, il a présenté l'œuvre de Charles Fourier lors d'une conférence à Rohrbach-les-Bitche. -----Page 13

Nous publions la deuxième partie de l'autobiographie de Jean Geiger.

Jean Geiger est un cheminot des ateliers de Montigny-lès-Metz, membre du syndicat CGT. Refusant d'adhérer aux Jeunesses hitlériennes en Moselle annexée pour la seconde fois, il est sanctionné. Cependant, dès septembre 1940, il crée *France Espoir*, association antiallemande, ce qui lui vaut une arrestation par la Gestapo et une condamnation à mort. Son avocat est rémunéré grâce à une souscription clandestine lancée par ses camarades de la CGT des ateliers. Après de nombreuses démarches de son père, il est gracié, mais condamné à 10 ans de prison. Libéré de la prison d'Ulm par les alliés, il devint secrétaire général adjoint de l'UD CGT de Moselle en 1947.

-----Page 18

La biographie présentée est celle de Jean-Baptiste ROHRMANN, cheminot militant de la CGT et du PCF, résistant membre du Groupe Mario. ----- Page 33

L'IHS d'Alsace célèbre son 40^e anniversaire le 6 décembre 2014 à Strasbourg. À cette occasion l'Institut Mosellan a souligné la richesse de la coopération de nos deux Instituts, en raison d'un passé commun lié aux deux annexions au Reich allemand et aux acquis du régime et du droit local lors de l'annexion. ----- Page 35

Rappel de livres ----- Page 36

La classe ouvrière aux avant-postes du combat antifasciste en Moselle :

1934-1935

J.F. Lassagne

I – Une crise d’une ampleur inédite : 1929.

Les premiers signes annonciateurs de la crise se manifestent dès 1927 aux États-Unis, avec notamment le ralentissement de la production dans plusieurs secteurs et la hausse des taux d’intérêt. Au début de 1929 l’Europe connaît la baisse des prix de gros. Puis, le 24 octobre 1929, c’est le coup de tonnerre du *jeudi noir* et de ses conséquences : effondrement de la production et des prix, déroute des profits et des cours de la bourse de Wall Street, explosion des faillites, du chômage et de la pauvreté. Auparavant, la vivacité de la reconstruction consécutive aux destructions de la Première Guerre mondiale avait suscité une forte croissance avec un développement, un *boom économique* de grande ampleur qui va rapidement dériver vers une spéculation sans retenue avec achats d’actions à crédit, coupée de toute réalité.

La crise qui frappe la première puissance économique mondiale se propage dans la plupart des pays, touchant plus violemment ceux qui sont dépendants des capitaux et du commerce extérieur des États-Unis. D’une exceptionnelle ampleur et d’une brutalité inconnue jusqu’alors, cette crise également internationale trouve sa source dans un complexe entrelacs de phénomènes : crise du système capitalisme avec cycle dépressif, où internationalisation des échanges commerciaux et circulation des capitaux accroissent les contradictions du système. Après l’Italie tombée dans le fascisme mussolinien, c’est alors l’Allemagne qui sombre à son tour dans le nazisme quand Adolf Hitler accède au pouvoir en 1933.

Confrontée aux mêmes causes, la France connaît assez tôt les premiers symptômes de crise dans plusieurs secteurs industriels dès le début de 1929. Cependant ce n’est qu’à la fin de l’année 1930 que le pays se trouve dans la tourmente qui va durer jusqu’en 1935, contrairement à



d'autres qui se relèvent lentement à partir de 1933. Pour la CGT, qui adopte les thèses planistes en 1934, l'origine de la crise vient du décalage entre moyens de production et capacités de consommation. Pour elle ces problèmes doivent se résoudre dans le cadre des institutions existantes, par des réformes de nature keynésienne. Elle s'oriente vers un plan de réorganisation de l'économie, en opposition au capitalisme financier et monopolistique, dans une vision d'économie mixte, où les nationalisations deviennent un enjeu revendicatif majeur.

Pour la CGTU au contraire, il s'agit d'une crise du capitalisme dont l'issue ne peut être que révolutionnaire. Lors de la conférence nationale de février 1931, la CGTU s'engage dans « une pratique révolutionnaire de masse » et revendique le retour aux 40 heures sans perte de salaire et mobilise les victimes de la crise au premier desquels les chômeurs. Contrairement à la CGT qui réfute l'efficacité des grèves, la CGTU met l'accent sur la nécessité et la possibilité des luttes. Cependant elle s'adresse au congrès de la CGT qui se tient à Paris :

« Camarades, conformément aux décisions et aux termes même de son manifeste, la CGTU nous a donné mandat de nous présenter devant votre congrès pour y développer le point de vue de la CGTU sur l'unité syndicale. La délégation de la CGTU se propose, en la circonstance, d'établir son intervention sur les points suivants...

- nécessité de l'établissement d'un programme de revendications et de luttes dans le but de rassembler tous les ouvriers organisés et inorganisés en vue de l'action quotidienne contre les attaques patronales et gouvernementales.

- Organisation d'un congrès national d'unité syndicale comme seul moyen de réaliser une Confédération Générale du Travail unique, lutte de classe sur la base d'un programme revendicatif par le rassemblement en son sein de la grande masse des ouvriers et par fusion de tous les syndicats.

- Nomination immédiate par le congrès des syndicats confédérés d'une délégation chargée de se mettre en rapport avec celle de la Confédération Générale du Travail Unitaire pour discuter de la mise en pratiques de ces propositions.

Signé : Montmousseau, Midol, Raynaud, Gourdeaux, Croisat, Nocaudie, Coste et Nillès (ce dernier était membre du syndicat CGTU de la Manufacture des Tabacs à Metz).

Cependant la CGT ne donnera pas suite à cette démarche, restant sur sa position d'exigence de l'unité organique.

Au début des années 1930, avec la division de la gauche composée de trois blocs, communiste, socialiste et radical-socialiste, c'est ce dernier qui construit des coalitions où alternent majorités de centre droit et de centre gauche, incarnations en fait d'une « république de notables ». De plus la rivalité entre socialistes et communistes depuis le congrès de Tours et la scission de fin 1920 rajoute à cette division. Pourtant, la gauche socialiste et radicale remporte les élections législatives de 1932, mais Edouard Herriot gouverne au centre droit, menant une politique qui aggrave la crise économique et sociale et fragilise la République. Ainsi, ce sont 5 gouvernements qui se succèdent en moins de 2 ans jusqu'à février 1934. Largement relayée par sa presse, la droite parlementaire se saisit de cette situation pour stigmatiser violemment la faillite de la gauche et promouvoir un antiparlementarisme haineux.

L'affaire Stavisky va servir de détonateur aux assauts des droites contre la République. Ce scandale politico-financier, un parmi d'autres dans la IIIe République, est à l'origine d'événements sans équivalent. Le président du Conseil Camille Chautemps est mis en cause, la droite s'empare de l'affaire dans une lutte acharnée à l'encontre du Gouvernement accusé de corruption, et l'antisémitisme se déchaîne sur la personnalité de Stavisky qui est retrouvé « suicidé ». Après la démission de Camille Chautemps, Albert Lebrun nomme Edouard Daladier qui limoge le préfet de

police Jean Chiappe, jugé proche des ligues, lequel refuse son renvoi. Prétexte alors pour les ligues d'appeler à une manifestation le 6 février 1934.

II – Avec la crise, le chômage et la misère ouvrière explosent en Moselle.

Comme partout en France, la crise frappe violemment, notamment la classe ouvrière, concentrée essentiellement dans les bassins sidérurgiques et miniers du nord du département, ainsi que dans sa partie Est avec les Houillères, les industries du verre et de la faïence. L'offensive patronale est générale contre l'emploi et les salaires, alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter.

– Les licenciements se multiplient dans tous les secteurs, et l'industrie est en première ligne. Dans la sidérurgie ce sont 10 000 travailleurs qui se retrouvent à la rue : le nombre de mineurs de fer et de sidérurgistes employés dans la vallée de l'Orne passe de 9 000 à 3 000, tandis que, dans la vallée de la Fensch, leurs effectifs diminuent de 13 000 à 9 000. Aux houillères du bassin de Lorraine, entre 1925 et 1933, plus de 12 000 mineurs sont mis à la porte et, comme dans la sidérurgie, ceux qui demeurent à leurs postes (19 000) doivent supporter de nombreux jours chômés. À l'UCPMI d'Hagondange, les effectifs passent de 5500 à 3960 en 1931. Certains ne travaillent plus que 17 jours par mois, soumis à des amendes par l'encadrement en quête de motifs de licenciements. Les porions ne pouvaient remonter du puits qu'après avoir licencié 6 mineurs (Joseph Meyer). Dans l'industrie du verre, le chômage partiel est courant, notamment aux verreries de Trois Fontaines pour 425 tailleurs sur verre, depuis la fin des années vingt.

– De plus la répression se développe et la chasse aux militants bat son plein. Ceux et celles qui sont repérés lors des réunions publiques en sont la cible ; le patronat, particulièrement de Wendel, utilise tous les moyens : mouchardage et corruption sont la règle, et sur les listes noires figurent les noms des militants actifs tant syndicaux que politiques, qui sont exclus de toute possibilité d'être embauchés ailleurs. Les militants candidats aux élections municipales, notamment en 1935, sont exclus de l'entreprise. Dans tous les cas, de Wendel n'hésite pas à reprendre le logement des militants licenciés et souvent les locataires défaillants sont poursuivis. En mars 1933, le journal *Volkstribüne* imprimé à Metz est attaqué en diffamation pour diffusion d'un article repris du journal réactionnaire *Le Temps* et des militants rédacteurs de la CGTU et du PCF sont condamnés à la prison, dont Emile Fritsch, maire de Basse-Yutz. Cependant, face à la mobilisation ouvrière (800 travailleurs soutiennent leur maire lors d'un rassemblement), tous doivent être libérés.

– les salaires aussi sont attaqués alors que le coût de la vie ne cesse d'augmenter. Dès 1926 des manifestations avaient eu lieu « contre la vie chère et les salaires de misère » à l'appel de la CGTU et du PCF, comme à Montigny-lès-Metz le 21 mars, où les cheminots des ateliers tinrent un meeting avant d'être violemment dispersés par l'armée. Dès lors, aux premiers signes de la crise, le patronat procède à des réductions brutales de salaires, moins 10 % chez de Wendel, des diminutions, voire la suppression des primes de production. À l'UCPMI la perte de salaire due à la crise en 1931 est estimée à 25 % et un nombre important de travailleurs quittent alors l'entreprise pour se faire embaucher ailleurs avec un meilleur salaire, 500 personnes environ partent entre janvier et juillet 1931. Le gouvernement n'est pas en reste et s'attaque aux revenus des fonctionnaires. Conquise par les cheminots à la sortie de la guerre, l'indemnité de langue est amputée de 4 %, des fonctionnaires sont licenciés. Traitements, allocations de logement et pensions sont rognés de 4 à 10 %. La misère s'aggrave et le nombre de chômeurs explose. Des mineurs de Creutzwald sont menés en justice pour avoir dérobé du charbon sur les carreaux afin de chauffer leur famille. Un des leurs se suicide.

– Des manifestations transformées en marches de la faim sont organisées dans le département, à Sarreguemines, à Hayange, Thionville, Merlebach et Falck. Dans les bassins industriels où des villes avaient été conquises, notamment par le Parti communiste, comme à Amnéville en 1919, Basse-Yutz en 1925, Hagondange et Algrange en 1929, et Saint-Julien, Mondelange et Petite-

Rosselle en 1935, la solidarité s'organise, des soupes populaires sont servies. Ailleurs comme à Sarreguemines, Frédéric Jean Lehmann, cheminot secrétaire du syndicat CGTU, est un des fondateurs de la structure locale du Secours Rouge International pour laquelle il met en œuvre des collectes de soutien aux chômeurs. Ailleurs des comités de chômeurs se créent en Moselle, à Hagondange CGTU et PCF s'y engagent en 1933 et ces comités revendiquent un meilleur secours, des allocations leur permettant de vivre, un fonds de secours aux chômeurs partiels, notamment dans les mines, la métallurgie, le textile et le verre.

Dans son édition du 8 février 1934, le journal l'Humanité d'Alsace-Lorraine relate « l'important congrès des chômeurs en Moselle : 121 délégués représentant plus de 2 000 chômeurs et 500 de la ville de Metz se sont réunis en congrès le 6 février à Metz. Des décisions ont été prises pour les revendications et surtout pour l'unité de la lutte révolutionnaire. Un cahier de revendications et des moyens d'action pour les faire aboutir ont été adoptés à l'unanimité... ». Le préfet refuse de recevoir une délégation au motif qu'elle était conduite par un responsable de la CGTU.

L'accession d'Hitler au pouvoir donne des ailes aux ligues d'extrême droite françaises. Les *Camelots du Roy* organisés par Maurice Pujo, les *Jeunesses Patriotes* sous la direction de Pierre Taitinger, conseiller municipal de Paris et collaborateur du journal l'Ami du Peuple, avec Hermann Bickler en Moselle, les *Francistes* des *Chemises bleues* dirigées par Buccard, les *Croix de Feu* du colonel de la Roque déploient une démagogie sans limite exploitant avec cynisme la misère et les scandales générés par le système capitaliste, avec le soutien d'une presse nationale (*le Jour*, *le Matin*, *l'Action Française*...) secondée en Moselle par *le Messin* et *le Lorrain*.

– Un antisémitisme virulent est prôné par des ligues, telles les Camelots du Roi et l'Action française, lesquelles, par exemple, affichent aux Galeries Pasteur de Metz des affichettes « la France aux Français, à la porte les métèques », ou encore à Sarreguemines où une campagne anti-juive appelle à boycotter les magasins juifs. De son côté le *Bauernbund* (l'Union paysanne fondée en 1924 à Colmar et dirigée par Joseph Bilger du Parti social-chrétien) exploite le mécontentement paysan dans un discours antiparlementaire, antisémite et de haine des fonctionnaires.

– La propagande nazie est également répandue au travers de livres journaux et tracts dont le contenu antisémite rencontre un écho dans certaines parties de la population.

III – Les événements de février 1934.

Le 6 février,

Débouchant sur la démission des ministres du centre, le renvoi du préfet Chiappe déclenche la colère des ligues rejointes par l'UNC qui appellent à manifester le 6 février, date à laquelle Daladier doit se présenter à la Chambre. Par ailleurs l'ARAC, association d'anciens combattants proches du Parti communiste appelle à manifester « contre le régime des profits et du scandale » pour ne pas laisser à la droite le monopole de la colère des anciens combattants. Marquée par un climat de violence, la manifestation des ligueurs se dirige vers le palais Bourbon où siège la Chambre, symbole de la République et du parlementarisme, protégé par la police. Les affrontements qui durent toute la nuit donnent lieu à des coups de feu. Le bilan est de 15 morts (14 manifestants) et 328 blessés (236 manifestants).

Ce même jour 6 février l'extrême droite lorraine décide d'organiser une manifestation à 20 heures dans une salle à Thionville mais ce sont les dirigeants syndicaux et politiques de la classe ouvrière qui s'adressent aux manifestants. Dans les bagarres qui éclatent, police, gendarmes et gardes mobiles prennent le parti des fascistes.

Le 12 février

– Le 8 février, le Parti communiste avait appelé les « ouvriers socialistes et communistes » à réaliser le front unique et appelle à manifester le 9 à Paris en soirée pour exiger, entre autres, la dissolution des ligues et l'arrestation de leurs chefs, la satisfaction des revendications de la classe

ouvrière, la représentation proportionnelle, la dissolution de la Chambre et le respect des libertés. Le gouvernement ayant interdit la manifestation et le mot d'ordre étant toutefois maintenu, cette première riposte massive est alors violemment réprimée par la police, tuant 9 militants, dont les obsèques le 17 février rassemblent 200 000 travailleurs des forces syndicales et politiques.

Dans le même temps, la CGT et la SFIO appellent le 8 février à une grève générale avec manifestation le lundi 12 février. Après des hésitations, la CGTU et le PCF décident de rejoindre le mot d'ordre. Le 12, les deux cortèges partis de deux lieux différents de Paris finissent par converger pour finalement se réunir aux cris d'Unité, Unité d'action, prémices d'une dynamique syndicale et politique unitaire.

– La manifestation antifasciste du 12 février 1934 à Metz est également organisée par la CGT et la CGTU, en réponse à l'émeute parisienne du 6 février. Ce jour-là, des travailleurs de certaines entreprises messines, dont la manufacture des tabacs, avaient décidé de se mettre en grève, rejoints par d'autres secteurs et des fonctionnaires. Dès le début d'après-midi, les syndicats cheminots des ateliers de Montigny-lès-Metz se réunissent dans un rassemblement imposant de protestation contre le fascisme, au cours duquel la CGT et la CGTU s'engagent sous serment à réaliser l'unité de combat antifasciste. Par la suite, partie rejoindre le meeting commun à Metz, la manifestation des cheminots et des chômeurs qui les accompagnent est brutalement attaquée par des policiers



et des gendarmes. C'est alors par petits groupes qu'ils se rendent au meeting. « Des milliers d'ouvriers ont admirablement répondu à l'appel qui leur avait été adressé pour la riposte vigoureuse aux ligues fascistes » titre le journal l'Humanité d'Alsace-Lorraine le 13 février. Cependant, la répression est toujours au rendez-vous, ainsi Lucien Meyer est renvoyé par les houillères de Sarre et Moselle pour avoir chômé le 12 février 1934, suivant ainsi le mot d'ordre national de la CGT.

Par la suite,



D'autres manifestations se déroulent également dans cette période en Moselle.



Dimanche fasciste sanglant de Thionville (Volkstribüne : Humanité Alsace-Lorraine).

À Thionville, le 24 février, un meeting est organisé par Buccard et un millier d'antifascistes s'y opposent en occupant la place du marché. C'est avec l'aide de la police qu'il peut traverser la foule au milieu de bagarres au cours desquelles les arrestations ont lieu seulement chez les manifestants. Les groupes fascistes, réclamant vengeance, se mobilisent le 8 avril 1934, le *Blutsontag* ou *dimanche sanglant* lors d'affrontements qui se poursuivent dans les rues d'où les groupes sont chassés. Par la suite, la police s'en prend de nouveau aux manifestants, sans distinction, et tire dans la foule, y compris sur les femmes et les enfants, faisant de nombreux blessés. De plus, 200 travailleurs sont arrêtés, dont Louis Scholtus, Schlessen et Emile Fritsch, le militant de la CGTU et maire communiste de Basse-Yutz. Depuis le début de l'année 1934, il est l'un des principaux organisateurs de l'opposition au francisme en Moselle sidérurgique. Ils seront libérés après de fortes mobilisations, comme à Basse-Yutz où 800 personnes viennent soutenir leur maire. Précisons qu'à la fin de l'année 1934, la section de la CGTU des ateliers de Basse-Yutz, dirigée par Joseph Herrgot avec Louis Scholtus comme trésorier, compte alors environ 1200 adhérents.

– Encore au mois d'avril, les organisations syndicales et politiques de gauche poursuivent leurs combats contre les fascistes à Clouange, puis c'est Doriot qui est chassé de Moyeuvre, Algrange et Forbach. Le 12 juin une manifestation rassemble 1500 antifascistes à Sarreguemines venus en délégations des villages du pays de Bitche ou encore de Grosbliedestroff ou de Lixing avec à leur tête la fanfare de la *Grosbliedestroff antifa-Kappel musik*. Le 14 juillet, lors d'une fête sportive à Basse-Yutz, une provocation des *Chemises Bleues* est dispersée par les pompiers qui mettent en action leurs lances à incendie et le maire est révoqué pour une année.

En mai 1934, Jean Burger dans le bassin sidérurgique et minier, militant du Syndicat National des Instituteurs de la CGT et membre du PCF, participe au congrès antifasciste de Paris.

Le sort des Juifs réfugiés de Pologne ou chassés d'Allemagne lui importe particulièrement. Aussi est-il à l'origine vers la fin de l'année 1933, avec quatre ou cinq jeunes camarades de gauche, dont



Exigence de la libération d'Emile Fritsch et de ses camarades.

L'Humanité d'Alsace-Lorraine du 16 octobre 1934.

Ralph Konopnicki, de la création de la section messine de la Ligue internationale contre l'antisémitisme (LICA).

En Moselle comme en France, les organisations syndicales CGTU et CGT sont à la pointe du combat antifasciste, lequel va mener vers la réunification attendue et réclamée par les travailleurs.

Deux congrès se tiennent simultanément du 24 octobre au 27 octobre 1935 et valident la réunification. Parallèlement, la force du mouvement engage les partis politiques socialiste (Blum), radical-socialiste (Daladier) et communiste (Thorez) dans la signature d'un pacte d'unité d'action le 27 juillet 1934, prélude du Front Populaire et de son programme. La célébration du 14 juillet 1935 donne lieu à une manifestation de 500 000 personnes à Paris contre les décrets-lois du gouvernement Laval. À Metz une manifestation est organisée par le Front populaire de Moselle le 25 août 1935 contre ces mêmes décrets et le militant syndical cheminot Frédéric Knecht prend la parole devant près de quatre mille personnes.

Avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir en Allemagne aux portes de la Moselle en janvier 1933, avec la perception du danger de la dictature nazie et dans le contexte des événements de février 1934, les liens se renforcèrent entre les organisations syndicales et politiques mosellanes et sarroises de gauche.

IV – Solidarité antifasciste entre la Sarre et la Moselle.

Le traité de Versailles avait placé la Sarre sous administration de la Société des Nations pour une durée de 15 ans, la France obtenant la propriété des mines de charbon en compensation des destructions subies dans le Nord. Plus de 3 000 mineurs de charbon sarrois travaillant dans les mines de Moselle, les liens tissés des deux côtés de la frontière se renforcent au niveau des organisations syndicales et des partis de gauche.

De nombreux comités locaux antifascistes sont créés en Moselle.

– Dès 1926 un comité antifasciste est fondé à Metz. Militant de la CGTU et du PC, Victor Doeblé y participe aux côtés de représentants mosellans de la SFIO et de la Ligue de la République.

– À Forbach, Petite-Rosselle, Spicheren, Boulay, Falk, Thionville et dans la Fensch, des groupes se forment.

– La section de la Ligue Antifasciste (Antifa Bund) de la vallée de l'Orne est créée par les sidérurgistes, comme Henri Muller de l'usine de Rombas et des mineurs de fer.

– En août 1934, Emile Fritsch, militant syndical, faisait partie du comité de la main-d'œuvre étrangère (MOE) du PC mosellan en charge de venir en aide aux antifascistes allemands alors nombreux à venir s'installer en Moselle.



Carte d'un militant mosellan de la ligue antifasciste

– À la fin du mois de février 1934, Ferdinand Killian, secrétaire général de l'Union locale CGTU de Sarreguemines, et Nicolas Lux, dirigeant de la section CGTU des cheminots (250 adhérents), sont les organisateurs du Front antifasciste dans l'arrondissement de Sarreguemines. Frédéric Lehmann, également militant cheminot de la CGTU et communiste, se charge, à partir de 1933 et jusqu'au début de la Seconde Guerre mondiale, de venir en aide aux antifascistes allemands originaires de Sarre ou du Palatinat. À l'initiative de la CGTU et du Parti communiste mosellan, il met en place, notamment à partir de 1935 après le référendum rattachant la Sarre à l'Allemagne nazie, une chaîne de solidarité qui devait permettre de leur apporter un logement et des secours financiers. Cette aide pouvait aussi concerner, dans une moindre mesure, des Italiens fuyant le régime de Mussolini. Déporté, Frédéric Lehmann mourut à Dachau.

– À Stiring-Wendel le comité local très actif rassemble 800 personnes lors d'un grand meeting. En 1935, après le plébiscite Henri Hilt et des militants, tels Jean-Pierre Lorentz, un mineur plusieurs fois licencié, Pierre Muller ou encore Pierre Weiss, doivent prendre en charge leurs camarades sarrois fuyant la police hitlérienne, et faire face aux groupes fascistes qui se manifestent de plus en plus ouvertement.

– Membre du Syndicat des ouvriers mineurs CGT, Eugène Kloster est secrétaire de la section communiste de Merlebach. Dès 1933, il accueille au domicile familial des antifascistes allemands et rédige des tracts antihitlériens que sa jeune sœur va distribuer à Sarrebruck.



Unité de combat contre le fascisme



Banderole : « Les antifascistes lorrains avec les travailleurs allemands contre la guerre et le fascisme »

Le 6 août 1934, une grande manifestation unitaire contre la cession de la Sarre à l'Allemagne se déroule à Völklingen en Sarre, à laquelle participent de nombreux travailleurs mosellans en soutien à la lutte des Sarrois, notamment lors de la campagne du référendum.

Tout est fait par le régime nazi pour ne pas échouer au terme des 15 années d'administration par la SDN : le référendum du 13 janvier 1935 se prononce pour le rattachement de la Sarre au III^e Reich. Désormais les coopérations entre syndicats et partis de gauche se développent pour accueillir les nombreux militants antifascistes sarrois, fuyant la Gestapo. Pour la plupart ce n'est qu'une étape, allant chercher du travail en Meurthe-et-Moselle ou dans les mines du Nord et du Pas-de-Calais. Cependant, après l'entrée des nazis en France et prioritairement recherchés par la Gestapo, car la chasse aux militants continue, un grand nombre d'exilés rejoignent la Résistance. Ainsi, Fritz Dobisch, entre autres, dirigeant de l'ADGB de Sarre (confédération syndicale qui devient le DGB ensuite) s'étant réfugié au Luxembourg, y est arrêté en 1935 et assassiné par les nazis en 1941.

C'est à Forbach à proximité de la frontière que s'installent dans un premier temps les représentants du syndicat des mineurs, du SPD (social-démocrate) et du DKP (communiste), poursuivant leurs efforts de tentative de création d'un front populaire pour la Sarre, sur une ligne « travail frontalier et front unitaire ».



*Pierre Muller, mineur,
dirigeant de la CGTU puis de la CGT,
député communiste de la Moselle en 1945.*

La lutte syndicale franco-allemande contre l'extrême droite se poursuit.

Le 5 juin 2018 à Strasbourg, une manifestation est organisée par la CGT Grand-Est et Ver. di Arbeiterinnen devant le Parlement Européen et des commémorations communes avec le DGB se tiennent chaque 8 mai depuis plusieurs années. Le 8 mai 2025, elle se déroulera au camp de concentration du Struthof en Alsace.



Manifestation commune contre l'extrême droite

Conclusion.

Face aux dangers de la montée des fascismes en Europe comme en France et à la crise économique et sociale, la classe ouvrière se mobilise et les syndicats se dirigent vers la réunification CGT-CGTU qui deviendra réalité en mars 1936. D'ailleurs le mouvement était déjà lancé, depuis 1935 des organisations entrant dans cette voie, telles la CGT, la CGTU et les autonomes des cheminots d'Alsace-Lorraine en mai 1935 à Forbach, ou lors de la fusion intervenue le 8 décembre 1935 entre les organisations CGT et CGTU des ouvriers de l'État de Metz, où Adrien Dupré, ex-CGT, est élu trésorier du syndicat CGT, ou le 8 décembre 1935 à Merlebach le congrès de réunification des syndicats de mineurs. C'est fin 1935 que le programme commun du Front Populaire est élaboré. Son application en 1936, dans un mouvement de grève générale sans équivalent, par le gouvernement de gauche, socialiste et radical, soutenu par le PCF sans participation, posera les bases de conquêtes sociales inédites, complétées après-guerre par le programme du Conseil National de la Résistance qui, malmené par les attaques répétées et actuelles de la droite et du patronat, n'en continue pas moins de structurer notre société.

En Sarre, le cauchemar nazi s'installe et ne tardera pas à atteindre la Moselle et l'Alsace victimes d'une seconde annexion, durant laquelle la classe ouvrière va poursuivre le combat antifasciste dans la Résistance, *autour de figures, notamment de militants de la CGT et du PCF* comme Charles Hoefel, Jean Burger et Marguerite Obrecht, fondateurs du Groupe Mario en Moselle, Georges Wodli et son réseau en Alsace. Elle en paiera le prix fort. Jusqu'à la Libération.

Jean Burger, Georges Wodli, notamment, et de nombreux autres résistants et résistantes mourront, souvent sous la torture.

Bibliographie :

Pierre SCHILL : 1936, visages et figures du Front Populaire en Moselle. Éditions Serpenoise
Luitwin BIES : Des deux côtés d'une frontière (Widerstand an den Grenze). Blattlaus VERLAG
Ferna LEROY : Montigny cité cheminote qui n'a jamais eu de gare : édité par l'UDES

Charles Fourier (1772-1837)

Construire « le Nouveau Monde »

Bernard Desmars, historien

Dans la première moitié du XIX^e siècle, des penseurs observent la déstabilisation de la société après 1789 et la dégradation des conditions de vie des classes populaires liée au développement de l'industrie ; ils estiment que les changements politiques ne règlent pas les problèmes sociaux : que l'on soit en république, en monarchie ou sous le régime impérial de Napoléon 1^{er}, la misère demeure. Aussi, considèrent-ils que c'est moins le pouvoir qu'il faut conquérir, que la société qu'il faut radicalement réorganiser à partir d'expérimentations locales.

Charles Fourier : satisfaire les passions

Parmi eux, Charles Fourier est sans doute le plus original : il considère que l'être humain est mû par des « passions », c'est-à-dire des goûts, des désirs, des pulsions qui ne pouvant véritablement s'épanouir dans la société contemporaine, deviennent des frustrations ou des perversions. Aussi, au lieu de réprimer les « passions » afin que règnent l'ordre et la paix entre les individus, il faut agencer la société de telle façon qu'elle leur permette de s'épanouir. Ce n'est pas à l'individu de se plier aux règles de la société : c'est à la société de prévoir ou, en tout cas, de rendre possible la satisfaction des passions individuelles, dans un cadre collectif.

Pour créer ce monde, Charles Fourier se livre à de nombreux travaux afin de constituer ce qu'il appelle une « science sociale » ; celle-ci doit formuler des combinaisons qui permettent d'associer des personnes aux caractères différents – et donc aux passions variées – de telle façon que règne l'harmonie. Il effectue de savants calculs et aboutit à l'idée qu'une communauté (la phalange) doit rassembler environ 1620 personnes, aux passions suffisamment diversifiées pour que toutes les fonctions d'une organisation collective puissent être remplies ; ces personnes habitent dans un unique bâtiment : le phalanstère (contraction de phalan[ge] et de [mona]stère). La phalange est composée de membres associés, qui y entrent volontairement ; mais Fourier fait le pari que la vie sera si belle au phalanstère que tout le monde souhaitera y habiter.

Vivre au phalanstère

Le phalanstère n'est pas un lieu égalitaire : il y a des individus dont les passions exigent l'aisance, tandis que d'autres sont davantage attirés par la frugalité. Toutes ces passions se respectent. Néanmoins, dans la phalange, les écarts de fortune sont limités et la situation des plus modestes est nettement plus favorable que celle des pauvres ou même des classes moyennes dans la société contemporaine. Il ne peut y exister de ségrégation sociale : les habitants résidant au phalanstère entretiennent entre eux, quelle que soit leur position sociale, des relations régulières, d'abord parce qu'ils sont voisins, mais aussi grâce aux fêtes et grâce aux repas qui sont préparés dans de vastes cuisines et qui, généralement pris en commun, constituent un moment important de convivialité. Mais ceux qui souhaitent se retirer dans leurs appartements sont libres d'emporter les mets chez eux.

Les tâches domestiques ne sont pas nécessairement effectuées par les femmes : l'absence d'attrait qu'exercent la cuisine ou le ménage sur certaines doit être prise en compte. Fourier, dès son premier livre (*Théorie des quatre mouvements*, 1808), écrit que « les progrès sociaux [...] s'opèrent en raison du progrès des femmes vers la liberté, et les décadences d'ordre social s'opèrent en raison du décroissement de la liberté des femmes ».

Cette phalange constitue l'association du capital, du travail et du talent (le talent représente les capacités d'invention, le sens de l'organisation de la vie collective, mais aussi les qualités artistiques et scientifiques) : certaines personnes qui apportent du capital ne sont pas forcées de travailler, même si elles seront tentées de le faire, car le travail, tel qu'il est pratiqué dans la phalange, est source de plaisir. Ceux qui sont simples travailleurs ou qui apportent leurs talents reçoivent des revenus qui peuvent au fil du temps leur permettre d'entrer dans le capital de l'association. Ainsi doit régner l'harmonie des classes.

Chacun choisit son type de travail, qu'il pratique collectivement (c'est pour cela qu'il faut un nombre suffisant d'individus souhaitant exercer une même activité), car le travail en commun accroît la productivité : l'organisation du travail mise en place dans la phalange et l'utilisation des machines – que ne peut s'offrir un cultivateur ou un artisan individuels – doivent entraîner un « quadruplement des produits », promet Fourier, ce qui entraîne une aisance permettant de satisfaire tous les besoins et toutes les envies, bien plus que cela ne se fait dans la société individualiste. Toutes les deux heures environ, les travailleurs changent d'activité afin d'éviter la monotonie ; cela permet de satisfaire la « papillonne », l'une des principales passions humaines : ainsi, parvient-on au « travail attrayant », à la fois choisi et varié, et pour cette raison très efficace.

Les membres de l'association vivent dans un bâtiment unique, qui comprend des espaces collectifs, pour les repas, les fêtes, les rencontres, et des appartements privés, dont la taille et le confort sont variés, selon les besoins, les moyens et les goûts des occupants. L'ensemble constitue un « palais social ».

Il n'existe pas vraiment d'école dans la phalange ; l'apprentissage des enfants commence cependant très tôt, par l'observation des activités des adultes ; leur curiosité naturelle les conduit à poser des questions sur ce qu'ils voient, à essayer de comprendre le monde qui les environne et les adultes, pas forcément leurs parents, les renseignent. Par ailleurs, dès 3 ou 4 ans, ils fréquentent les ateliers et les champs, et, avec leurs moyens limités et des outils adaptés à leurs forces, ils effectuent de menus travaux : cela leur permet de découvrir « leur(s) vocation(s) », c'est-à-dire les activités correspondant véritablement à leurs goûts, à leurs passions. Ainsi, pense Fourier, peuvent-ils choisir eux-mêmes leur voie professionnelle, au lieu de se la voir imposer par leurs parents et leur milieu social : des garçons pourront se découvrir très tôt un intérêt pour des travaux généralement considérés comme féminins, et qui, s'ils veulent s'y engager à l'adolescence ou à l'âge adulte, leur seront interdits ; il en est de même pour des filles qui aspireraient à effectuer des activités dites masculines. En mettant les enfants très précocement au travail, avant que ne s'intériorisent les préjugés sur les aptitudes et les fonctions de chaque sexe, on leur permet d'échapper aux déterminismes de genre. Et aussi de classe : un fils de médecin qui, à l'adolescence ou au début de l'âge adulte, voudrait devenir sabotier en serait dissuadé par ses parents et sans doute aurait-il lui-même intériorisé le fait que sa position sociale doit l'éloigner des travaux manuels ; alors que, si ses goûts sont révélés, cultivés et respectés dès la petite enfance, il pourra savoir quelles activités lui plaisent et il pourra ainsi s'y épanouir.

De façon générale, la formation de l'enfance accorde une large place aux activités manuelles ; comme l'écrit Adolphe Jouanne, un disciple de Fourier, « un enfant qui aura observé le développement d'une plante quelconque, qui saura *d'expérience* comment elle croît, comment on la cultive et à quoi elle sert, sera bien plus avancé en intelligence qu'un écolier qui réciterait sans broncher ses quatre conjugaisons. L'enfant qui saura démonter son horloge, en expliquer et dessiner grossièrement les rouages, qui aura trouvé de lui-même le nombre de tours que fait l'une des roues comparativement à une autre, sera plus fort intellectuellement que l'élève qui se sera ennuyé à faire, sur un pupitre, vingt règles d'arithmétique dont l'objet n'aura eu pour lui aucun attrait ».

Les « extravagances » de Fourier

Un disciple de Fourier déclare en 1832 distinguer dans l'œuvre son maître ce qui est du domaine de la raison et ce qui relève de la pure imagination, ou même, selon certains du délire. On trouve

ainsi dans les écrits de Fourier des affirmations qui ont fait douter certains de sa santé mentale : il annonce que, dans le monde futur, celui de l'Association intégrale, on pourra partir le matin de Paris, prendre son déjeuner à Lyon et dîner le soir à Marseille ; ceci apparaît inconcevable à un moment – avant l'arrivée du train – où il faut plus de quatre jours pour aller de la capitale à la cité phocéenne. La vitesse des transports sera accélérée grâce à « l'anti-lion », une nouvelle espèce animale qui permettra aux diligences d'aller beaucoup plus vite ; sur mer, les « anti-baleines » remorqueront les bateaux à un rythme plus élevé que ne le permet la voile (Fourier écrit cela avant le développement des bateaux à vapeur) ; et les « anti-crocodiles » seront utiles au transport fluvial. Quant à l'eau de mer, elle aura le goût de la limonade !

Fourier prévoit la fin des guerres – les sanglants conflits militants se transformeront en pacifiques compétitions culinaires – et la transformation des « armées destructrices » en « armées productives » ou « armées industrielles », capables de mobiliser la main-d'œuvre de nombreuses phalanges, pour réaliser de grands travaux (fertilisation des déserts, reforestation, constructions de routes et de ponts, etc.). Il croit en la métempsycose, c'est-à-dire, après la mort corporelle d'un être, au passage de son âme dans un autre corps. Dans un autre domaine, il développe une conception des relations amoureuses caractérisée par une très grande liberté des individus, hommes et femmes, au sein de la phalange.

Les disciples de Fourier ne sont pas tous d'accord sur le sens de ces « anticipations » ; certains y voient de pures fantaisies sans importance quand d'autres pensent que Fourier n'a pas eu le temps de terminer l'élaboration scientifique de sa théorie ; aussi peut-il y avoir des erreurs ou au moins des affirmations que les siècles à venir permettront de vérifier ou de démentir.

Aussi, ses disciples écartent très tôt de leur travail de propagande ce qui leur semble difficile à accepter par leurs contemporains, qu'il s'agisse d'énoncés qui paraissent délirants ou de propos jugés immoraux (*Le Nouveau Monde amoureux* reste à l'état de manuscrit inédit jusqu'à sa publication en 1967). Ils insistent surtout sur l'association et ses bienfaits économiques et sociaux.

Fonder une première phalange et propager le fouriérisme

Pour réaliser cette nouvelle société, appelée « Association intégrale », ou encore « Harmonie », ou « Nouveau monde industriel et sociétaire », Fourier pense qu'il faut réaliser une première phalange, qui, grâce au succès qu'elle rencontrera, sera bientôt imitée, multipliée. Ainsi, le pays, puis les continents se couvriront de phalanges. Ce n'est ni par la guerre, ni par un coup d'État politique que le monde se transformera, mais en raison de l'attrait suscité par l'association nouvelle.

Plusieurs tentatives de réalisation phalanstériennes ont lieu : la première vers 1832-1834 à Condé-sur-Vesgre, près de Rambouillet – c'est rapidement un échec, attribué par les disciples de Fourier au manque de ressources (Fourier avait prévu qu'il faudrait environ 3 millions de francs pour un phalanstère ; ses partisans n'en réunissent qu'un dixième environ) et au manque de compétences de certains responsables. Des fouriéristes pensent qu'ils réussiront plus facilement dans les nouveaux espaces (Amérique du Nord, Amérique du Sud, Algérie) et y effectuent des tentatives, qui, généralement, se terminent rapidement par des échecs, c'est-à-dire par la dissolution de la colonie, ou par l'abandon des objectifs initiaux.

Parallèlement, une organisation fouriériste – appelé l'École sociétaire, afin de souligner les ambitions scientifiques de leurs membres – est constituée ; elle se développe surtout après la mort de Fourier en 1837, avec à sa tête Victor Considerant. Ce mouvement dispose bientôt de publications : des livres dont des présentations simplifiées de la doctrine – les livres de Charles Fourier sont d'une lecture difficile –, des périodiques avec à partir de 1843 un quotidien, *La Démocratie pacifique*, et une revue théorique, *La Phalange* ; des conférences sont organisées pour répandre la théorie fouriériste ; des groupes se constituent dans les principales villes françaises, ainsi qu'en Belgique (Bruxelles, Liège, Louvain), en Suisse (Genève, Le Locle), en Espagne (Cadix), aux États-Unis (New York) ; leurs participants se réunissent pour discuter de la doctrine fouriériste et des moyens de la propager, mais aussi parfois pour élaborer des projets d'associations présentant

quelques caractères phalanstériens, et aussi, chaque 7 avril pendant les années 1840, pour commémorer la naissance de Charles Fourier, né le 7 avril 1772.

Réceptions du fouriérisme

S'il y a des ouvriers qui adhèrent à la doctrine de Fourier, le recrutement se fait surtout dans la petite et la moyenne bourgeoisie ; on y trouve en particulier des ingénieurs, des officiers (surtout du génie et de l'artillerie), des médecins, des avocats, des notaires, des rentiers, qui sont séduits par les promesses d'un changement social pacifique fondé sur une « science sociale » et sur un principe d'organisation de la société, compatible avec la liberté individuelle.

Ce mouvement parvient à son apogée à la fin des années 1840 grâce aux efforts de propagande développés par Victor Considerant. Mais parallèlement, le fouriérisme subit de nombreuses critiques ; elles viennent des milieux conservateurs qui dénoncent ce projet de réorganisation de la société, contraire aux forces du marché et, considèrent-ils, à la liberté de l'individu ; ils dénoncent également l'immoralité de Fourier et les différences de sa théorie avec les préceptes chrétiens.

Les critiques viennent aussi de Marx et d'Engels qui, dans le *Manifeste du parti communiste* (1847), opposent le « socialisme scientifique » – celui dont ils sont se prévalent – et les « socialismes utopiques », de Robert Owen, d'Etienne Cabet, et donc celui de Charles Fourier et de ses partisans. S'ils reconnaissent la qualité des critiques portées par les fouriéristes contre la société industrielle, ils leur reprochent de vouloir rechercher l'harmonie entre les classes et de refuser l'action politique, là où les deux auteurs du *Manifeste* mettent en avant la lutte des classes et la nécessité pour le prolétariat de s'organiser politiquement ; pour eux, le phalanstère n'est qu'un projet illusoire, un rêve, qui détourne ses promoteurs d'une action véritablement efficace contre l'ordre bourgeois.

Espérances et déclin du fouriérisme

La révolution de février 1848 et la proclamation de la République semblent d'abord créer des conditions favorables aux progrès des socialistes et des fouriéristes en particulier : la liberté de la presse et la liberté de réunion permettent a priori de propager plus aisément les idées. Toutefois, rappelle *La Démocratie pacifique* : « La réforme sociale est le but ; la République est le moyen ». Le changement politique ne suffit donc pas ; il faut réaliser la transformation sociale.

Des fouriéristes présentent leur candidature à l'Assemblée constituante, élue en avril 1848 au suffrage universel masculin. Plusieurs sont élus, dont Victor Considerant ; ils proposent l'inscription dans la nouvelle Constitution du droit au travail et du vote des femmes ; en vain. Et dès l'été 1848, les socialistes doivent affronter des conditions plus difficiles : la répression après l'insurrection ouvrière de juin 1848, les restrictions aux libertés de la presse et de réunion, la victoire des conservateurs lors des élections législatives partielles et des élections municipales et départementales qui ont lieu dans l'été 1848, puis celle de Louis-Napoléon Bonaparte à l'élection présidentielle en décembre 1848, et enfin celle du parti de l'Ordre lors des élections législatives de mai 1849. Les socialistes et les radicaux se réunissent dans une coalition démocrate-socialiste (ou « démoc-soc »), dont font partie Considerant et ses amis. La situation s'aggrave en particulier après la manifestation du 13 juin 1849 organisée pour protester contre la décision du pouvoir exécutif de favoriser la restauration du pape dans les États pontificaux, aux dépens de la République romaine qui vient de se former ; cette manifestation est considérée comme une tentative insurrectionnelle et les principaux chefs du mouvement fouriériste doivent se réfugier en Belgique pour éviter l'arrestation, tandis que la parution de la *Démocratie pacifique* est momentanément suspendue. Après le coup d'État du 2 décembre 1851 par Louis-Napoléon Bonaparte, la répression s'aggrave : des fouriéristes sont arrêtés et jugés de façon expéditive, certains sont envoyés en Algérie, d'autres sont proscrits, d'autres encore sont assignés à résidence.

Une tentative d'établissement au Texas, sous la direction de Victor Considerant, échoue en 1855-1857. Le mouvement fouriériste est alors très affaibli, sans véritable organe de propagande ; ses

responsables sont parfois critiqués pour avoir entraîné l'École sociétaire dans le champ politique, ce qui est fois contraire aux principes affirmés par Fourier, et ce qui s'est révélé une impasse.

Cependant, à partir du milieu des années 1860, alors que le Second Empire devient un peu moins autoritaire, des partisans de l'idée sociétaire tentent de réorganiser l'École. Beaucoup d'entre eux ne croient plus à la réussite d'un phalanstère qui se généraliserait de lieu en lieu. Ils préfèrent se rattacher à une autre façon de parvenir à l'Association intégrale : « le garantisme », c'est-à-dire la création de « garanties » unissant et protégeant les travailleurs à travers la création de coopératives, de mutuelles, d'associations d'éducation populaire, etc. ; ces associations incluent aussi des membres de la bourgeoisie progressiste. La densification des relations sociales à travers ces associations pourrait mener peu à peu – certes moins rapidement, mais plus sûrement que le phalanstère – vers l'Association intégrale ou l'harmonie. Les partisans du garantisme demandent également que l'État prenne des mesures pour améliorer les conditions de vie populaires.

Aussi les fouriéristes s'investissent-ils dans la deuxième moitié du XIXe siècle dans la coopération, la mutualité, l'éducation populaire (Jean Macé, le fondateur de la Ligue de l'enseignement, a été fouriériste), mais aussi dans les mouvements féministe et pacifiste. L'un d'eux, l'industriel Jean-Baptiste-André Godin (1817-1888), crée à Guise (Aisne), un Familistère qui associe à une usine de fabrication de poêles très prospère, des logements, auxquels s'ajoutent des écoles, des magasins, une bibliothèque, un théâtre ; ces différents équipements constituent le « Palais social » qui doit favoriser le bien-être, mais aussi l'émancipation des travailleurs ; cependant l'industriel n'applique pas le principe des « travaux variés » avec un changement d'activité toutes les deux heures : il considère que cela est impraticable dans une entreprise. En 1880, il cède la propriété de son entreprise qui est transformée en association coopérative du capital et du travail et conserve ce statut jusqu'en 1968.

Cependant, à la fin du XIXe siècle, l'École sociétaire est devenue groupusculaire ; beaucoup de ses premiers membres sont nés dans les premières décennies du XIXe après 1850. Elle se borne désormais à transmettre la mémoire du fouriérisme, avec l'érection d'une statue de Fourier à Paris en 1899, la célébration de l'anniversaire de la naissance de Fourier chaque 7 avril jusqu'en 1914 avec un passage sur sa tombe et la tenue d'un banquet avec discours, la publication de revues confidentielles et la rédaction d'un *Dictionnaire de sociologie phalanstérienne* édité en 1911. Les dernières formes de militantisme fouriériste disparaissent dans l'Entre-deux-guerres.

La postérité du fouriérisme

L'héritage de Fourier est désormais revendiqué par les historiens communistes (Félix Armand et René Maublanc) qui font du phalanstère un ancêtre très imparfait du kolkhoze, mais aussi, après 1945, par les gaullistes qui soutiennent le principe de l'association du capital et du travail de Fourier, ainsi que par des surréalistes (André Breton est l'auteur d'une *Ode à Fourier*, publiée en 1947), sensibles à la fécondité de l'imaginaire fouriériste ; puis, dans les années 1960-1970, par les militants autogestionnaires et par les acteurs de la contre-culture et de la contestation soixante-huitarde qui trouvent dans la pensée de Fourier une critique de la civilisation industrielle et marchande, et un appel à imaginer un « nouveau monde ».

Bibliographie :

Jonathan Beecher, *Fourier : le visionnaire et son monde*, Paris, Fayard, 1993 ;

Victor Considerant : *grandeur et décadence du socialisme romantique*, Dijon, Presses du Réel, 2012.

Nathalie Brémand, *Les socialismes et l'enfance : expérimentation et utopie, 1830-1870*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2008.

Bernard Desmars, *Militants de l'utopie ? Les fouriéristes dans la seconde moitié du XIXe siècle*, Dijon, Presses du Réel, 2010.

René Schérer, *Charles Fourier ou la contestation globale*, Paris, Séguier, 1996 (1re éd. en 1970).

Sitographie :

Association d'études fouriéristes : <http://www.charlesfourier.fr/> ;

Familistère de Guise : <https://www.familistere.com/fr>

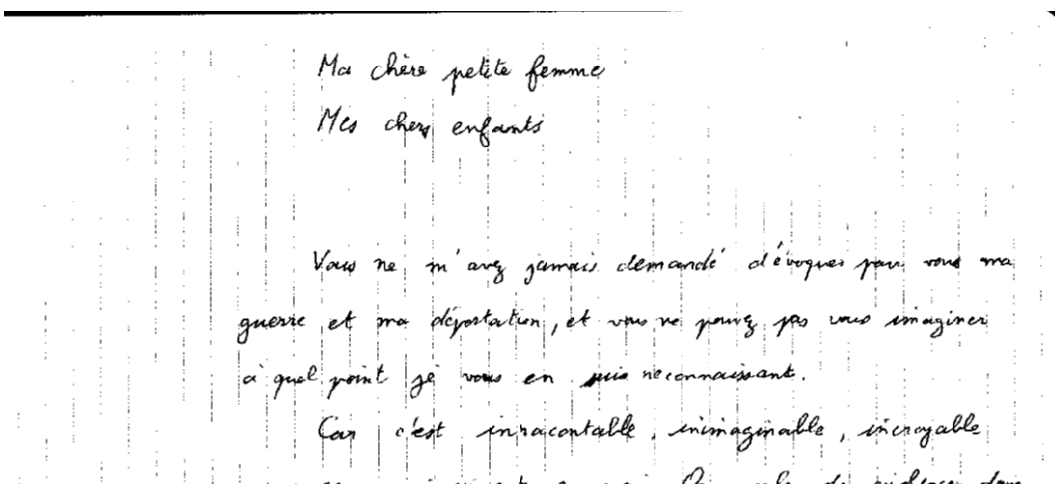
Du couloir de la mort à la grâce signée par Hitler

Journal d'un jeune résistant (Suite...)

JEAN GEIGER

André Thomy

Jean nous a confié son journal intime. C'est le témoignage émouvant et captivant d'un jeune cheminot au parcours exceptionnel. On lira dans ce bulletin des extraits les plus marquants de sa vie de résistant.



JEAN GEIGER EN 1940

Né le 20 mars 1921 à Montigny-lès-Metz (Moselle), cheminot, syndicaliste CGT et militant communiste, fils unique d'un ajusteur de la Société des chemins de fer d'Alsace-Lorraine en 1940, il eut un poste aux ateliers de Montigny-lès-Metz et en septembre 1940, il contribua à fonder « l'Espoir français », association patriotique antiallemande qui devint en décembre 1940 un sous-groupe « étudiant » du réseau « Uranus-Kléber ». Il récolta, avec son groupe, des informations sur les déplacements de la Wehrmacht et commença à recueillir des armes. Arrêté par la Gestapo le 5 juillet 1941, Jean Geiger passa en procès à la fin août 1942 et fut condamné à mort par le tribunal de Zweibrücken (Sarre, Allemagne). Transféré à Stuttgart pour son exécution. Il y arrive le 12 octobre 1942 avec son compagnon Freddy. Ils sont séparés et il est enfermé dans une cellule avec par deux « pensionnaires » qui sont en attente de jugement et chargés de le surveiller. L'un est un jeune voleur allemand, l'autre est un Parisien, DOULAS Georges¹.

Pas corrects du tout, les gardiens ! Ils vont trois par trois dans de vieux uniformes, l'air avachi. Ce ne sont pas les fiers gardiens de Sarrebruck, toujours droits dans leurs bottes, casquette à étage bien droite sur la tête !

¹ Ces événements ont fait l'objet de la première partie de ce récit, publié dans le précédent Cahier de l'IMHS (N° 2)
Erratum : le siège de la Gestapo à Metz était situé avenue Leclerc et non pas au Grand séminaire comme indiqué dans le précédent numéro (photo LES CAHIERS N° 2 page 20)

Tout ce voyage pour être guillotiné ! Mais c'est affreux, pas glorieux du tout. Ils nous ont vraiment considérés comme des traîtres à la patrie allemande, pas comme des patriotes français rebelles à la grande Allemagne. Nous allons donc mourir comme les communistes allemands. Comme pendant la Terreur en France et la Révolution en 1793.

Cellule 10

Moderne, la cellule 10 : il y a même, en entrant à gauche, un WC en faïence blanc avec un robinet de chasse d'eau qui fonctionne ! Devant mon étonnement, Georges m'assure qu'il fait tout pour qu'elle reste propre, car « — Cela sent déjà assez mauvais sans ça ici ! » Il est vrai que ce n'est pas le soupirail au ras du plafond en face de la porte qui peut aérer et éclairer beaucoup. Une presse à balancier occupe le fond de la pièce, et un lit rabattable est fixé sur chaque mur latéral. Je monte sur la machine, regarde dehors : une cour au ras du dessous de l'ouverture, un mur très haut, un petit coin de ciel gris. Pas de quoi éclairer les murs sales qui ont dû être beiges à l'origine. Avec une petite table et trois tabourets, il reste peu de place pour bouger : il va falloir que j'abandonne ma gymnastique matinale. Et c'est là que je vais finir ma vie. Mais pas comme je le croyais, face à des fusils. Puisqu'il y a une presse à emboutir, c'est qu'il doit falloir travailler. Faire tourner le levier à contrepoids d'environ 45° vers la droite, prendre la chute de caoutchouc et la poser sur le tas, enlever ses doigts en tournant vigoureusement le levier de 45° vers la gauche. La rondelle découpée tombe dans le bac, il n'y a plus qu'à recommencer. Vraiment abrutissant, mais, comme il faut faire attention de ne pas se broyer une phalange, cela occupe l'esprit, suffisamment pour ne pas penser à notre triste sort. Comme dit Heinz, un peu de gymnastique dans les bras, on garde ses muscles. Mais Georges corrige en disant : « — Ils viennent ramasser les rondelles tous les jours, mais ne les comptent pas. Il n'est pas question de rendement. Il faut croire que ceux qui assemblent ces rondelles pour en faire des gratte-pieds ne travaillent pas vite non plus. » En somme, chacun se défoule de temps en temps en faisant quelques rondelles.

Pour les repas, Heinz m'avertit aussitôt : « — C'est moi le plus ancien. Je prends le pain, et donne à chacun sa part. Il est préoccupé, inutile de discuter de sa grosseur, bien qu'on puisse

croire que l'un est plus gros que l'autre : on ne va pas se disputer pour ça. Nous crevons tous de faim. Tu penses bien que l'administration ne va pas nourrir somptueusement ceux qui doivent mourir : gros, gras ou maigres, cela lui importe peu, pourvu qu'ils tiennent encore debout, et n'essaient pas de se suicider. Et pour nous qui sommes en instruction, cela doit nous servir de leçons, et nous enlever l'envie de ne jamais y revenir ! » Heinz parle son dialecte wurtembergeois qui ressemble fort à l'alsacien, si bien que je ne me sens pas trop dépaycé. Comme Georges veut aussi tout savoir, je traduis dans les deux sens, et ne pense pas trop à moi. La gamelle qui arrive par le guichet contient un Eintopf très liquide et une cuillère en bois à peine creusée : pas facile de manger sa soupe avec ça ! Et quand on la lèche, ça râpe. On ne peut pourtant pas s'empêcher de la sucer.

Premier lundi soir. Une agréable odeur de pommes de terre rôties vient flatter nos narines après le dîner. La prison est silencieuse. Un groupe de gardiens s'arrête devant la porte de la cellule. Georges me murmure : « — Ce n'est pas pour toi ! » Et j'entends dire : « Nein, nicht Hier = non, pas ici ». Ouf ! C'était la porte à côté... Le matin, il fait encore sombre, j'entends un cri. Georges, qui ne dort pas, me dit : « Écoute, et compte ! » Et alors, j'entends deux chocs sourds, espacés à peine d'une seconde. Puis, quelques instants plus tard, encore « cloc... cloc ». Nous en compterons sept ce matin-là. J'espère que Freddy n'en fait pas partie. Pour me calmer, Georges me confirme ce qu'il m'a dit le premier soir : que les demandes en grâce mettent de trois à six mois pour aboutir à une solution, qu'il n'a entendu parler que d'un cas d'exécuté dès son arrivée, que tous les autres exécutés ont bien attendus au moins trois mois avant de savoir, mais que certains ont encore été exécutés à la fin du sixième mois. Donc, patience et courage !

Mes deux compagnons vont à la promenade tous les deux jours, si bien qu'ils ont des nouvelles à raconter à leur retour. Ils peuvent donc m'expliquer le processus des exécutions : les condamnés sont rassemblés dans une salle où leur est offert un repas de pommes de terre rôties et de viande. L'aumônier de service, c'est-à-dire le catholique ou le protestant, passe la nuit avec eux pour entendre les confessions. Chacun sa semaine, aux condamnés qui n'ont pas la même confession à s'arranger directement avec leur Dieu. Ou de s'en passer, car il s'agit pour la plupart de communistes allemands. La guillotine est électrique ; le condamné est poussé contre une planche, des griffes le maintiennent, la planche bascule : cloc... ; le couperet tombe : cloc ! Les corps non réclamés par les familles iront à la faculté de médecine pour servir aux leçons d'anatomie des étudiants. Les salauds, non seulement ils nous mèneront à la boucherie, mais, en plus, nos cadavres serviront aux progrès de la médecine allemande.

Victor Hugo, dans son roman « Les misérables », décrit ainsi la guillotine : « On peut avoir une certaine indifférence sur la peine de mort, ne point se prononcer, dire oui et non, tant qu'on n'a pas vu de ses yeux une guillotine ; mais si l'on en rencontre une, la secousse est violente, il faut se décider et prendre parti pour ou contre.... L'échafaud n'est pas une charpente, l'échafaud n'est pas une machine, l'échafaud n'est pas une mécanique inerte faite de bois, de fer et de cordes. Il semble que ce soit une sorte d'être qui a je ne sais quelle sombre initiative : on dirait que cette charpente voit, que cette mécanique comprend, que ce bois, ce fer et ces cordes veulent... L'échafaud est le complice du bourreau ; il dévore ; il mange de la chair, il boit du sang. L'échafaud est une sorte de monstre fabriqué par le juge et par le charpentier, un spectre qui semble vivre d'une espèce de vie épouvantable faite de toute la mort qu'il a donnée.

Je fais mon examen de conscience : j'ai eu raison de me rebeller. Papa a eu beau me dire : « Les saints, les intellectuels, les philosophes, les hommes politiques et les grands écrivains, tous ceux qui prônent la foi, la liberté, l'amour de la Patrie meurent tous dans leur lit en envoyant les pauvres gens comme nous faire la

guerre pour soi-disant défendre ces idées et mourir pour elles. Inutile donc de prendre leur parti volontairement, car, en réalité, ils prêchent pour défendre leurs privilèges. » En luttant contre l'Allemagne et les nazis dès leur arrivée, j'ai suivi à la fois mon instinct rebelle, et les sentiments de liberté appris à l'école. Et ma répulsion presque physique contre ce parti et cette armée qui voulaient me soumettre à des lois qui ne me plaisaient pas, des lois contraignantes, non seulement pour notre liberté, mais aussi pour notre conscience. Il est vrai que papa disait aussi : « S'ils étaient encore comme avant 1914, on pourrait encore s'entendre avec eux. Après tout, Paris ou Berlin, ces capitales sont loin, et nous, Alsaciens-Lorrains bien têtus, ne ferions quand même que ce que nous voulons. Mais ceux-là sont des terribles, pires que les Prussiens, et ils veulent nous plier jusqu'à devenir leurs esclaves ! » J'ai donc eu raison de me rebeller. Vaincu, je mérite mon sort, et le supporterai avec courage. « Mourir pour la Patrie, c'est le sort le plus beau, le plus digne d'envie, » chantions-nous à l'école. Et je crois me souvenir que Danton, décapité lui aussi, avait déclaré avant d'être arrêté : « On n'emporte pas la Patrie à la semelle de ses souliers ! » Ce qu'après tout nous avons fait en restant en Lorraine pour nous battre contre l'envahisseur.

Si bien que, le mercredi matin, quand l'aumônier catholique vient faire ma connaissance, je sais déjà les questions que je veux lui poser. C'est un homme jeune encore, en soutane et col blanc, petit rond aux joues rouges, avec des lunettes rondes cerclées d'acier. Il ne semble pas affecté par son étrange tâche et à l'air plutôt neutre. Dès l'abord, il me dit que nous ne pouvons pas parler des raisons de ma condamnation, des conditions d'exécution, qu'il ne peut pas me renseigner sur la situation politique et militaire, et qu'il est là uniquement pour les questions spirituelles. Je lui avoue que je ne suis pas très croyant, bien qu'élevé dans la religion catholique, puisqu'avoir une religion est obligatoire en Alsace-Lorraine. Et que, avec ce qui m'arrive, je me pose bien des questions sur l'après la mort. Il me conseille de prier, de chercher la foi, et me donne un missel, grand comme la paume de ma main pour guides mes prières. Et part. C'est normal qu'il soit pressé, il y a tant d'âmes en peine dans ce bâtiment. Je

me plonge dans la lecture. Lecture de prières que ne trouvent pas d'écho dans mon cœur. Heinz, qui pourtant s'exprime très peu, me dit : « Hitler est catholique aussi, et le pape approuve sa politique, ne fais donc pas trop confiance au prêtre pour te donner de l'espoir ! »

Deux jours après : « Geiger : Spatziergang = Promenade ! » Nous sortons, tournons à gauche, passons devant deux portes de cellule, montons à gauche un escalier de dix-huit marches et sortons dans une petite cour d'environ vingt mètres sur vingt. Un gardien nous surveille depuis un balcon vitré, au-dessus des soupiraux de nos geôles. Nous sommes une dizaine à tourner en rond, à deux mètres l'un de l'autre. Freddy est là aussi, quatrième derrière

moi. J'essaie de décaler : « Et gardez bien vos distances. On ne parle pas ! » Ouf, enfin voir le soleil, tout là-haut vers la gauche du bâtiment. En face, un grand mur. Ce n'est pas par-là que je peux espérer m'échapper. De retour à la cellule, étonnement : Heinz a été remplacé par un alsacien. Robert Muller parle un alsacien semblable à celui de maman, pas étonnant, il vient de Bolwiller. Il a été obligé de venir à Stuttgart pour y travailler. Pas la peine de lui expliquer ma situation, Georges l'a déjà fait. Mais la sienne nous donne du souci : il a été dénoncé pour avoir dit du mal de Hitler en parlant d'une rue de Mulhouse, la rue du Sauvage, rebaptisée Adolf Hitler Strasse. Maintenant nous sommes trois Français à nous encourager l'un l'autre.

La vie continue.

Lundi matin : Muller s'en va. Au jugement ? Nous n'en saurons rien, peut-être ne voulaient-ils pas laisser trois Français ensemble, puisque c'est un tchèque qui nous arrive. Difficile de s'entendre, car il ne sait que quelques mots d'allemand. Alors, gestes et recherche de mots qui pourraient avoir des racines communes avec le français, le latin ou l'allemand font que le temps passe vite. Pas facile, puisque le tchèque est une langue slave. Et quand après le repas du soir, l'odeur des pommes de terre rôties se fait sentir, quand un imbécile de gardien ouvre notre porte et me regarde en disant : « - Non, ce n'est pas ici ! » Et que je me fige dans mon coin, notre Miro commence enfin à comprendre la situation. Et le mardi matin, nous sommes trois à compter jusqu'à douze, à croire que, pour le jour des Morts, il n'y a pas eu beaucoup de grâces d'accordées.

La porte s'ouvre, le gardien fait entrer un petit homme vêtu d'un costume noir avec un col blanc, et referme. C'est le pasteur, nous sommes donc mercredi. Autant l'aumônier catholique était frais et joufflu, autant le pasteur est maigre, au teint un peu jaune, avec un air malheureux. Il sait que je suis catholique et me dit tout de suite qu'il est aussi bibliothécaire et que c'est à ce titre qu'il vient me voir. Mais que, si j'ai des besoins spirituels pour me préparer à ma fin, il est à ma disposition. Je lui fais confirmer que j'ai trois mois devant moi avant d'avoir une décision sur mon sort. Et lui

demande s'il peut me faire avoir les livres que j'avais à Sarrebruck. Il va se renseigner, et, en attendant, me laisse quelques revues illustrées d'avant-guerre. Quant à donner des nouvelles des fronts de bataille, pas question.

J'ai aussi reçu une lettre de papa qui me donne des nouvelles de toute la maisonnée. Pauvre papa qui est bien désemparé, heureusement qu'il y a tante Thérèse pour lui remonter le moral, et oncle Hugo pour l'aider dans les démarches administratives. Il y avait des lignes entières occultées par un trait blanc : la censure ! Et le gardien est venu la reprendre : « Pour classer dans votre dossier. »

Chance, Georges est là pour me distraire, pour ne pas me laisser rêver ou réfléchir sur mon avenir. Oh ! Il ne peut pas m'aider questions ciel, enfer, purgatoire, ou rien. Car son père est revenu de la guerre de quatorze haïssant armées, militaires, hommes politiques et religieux, responsables de toutes ces tueries. Sa mère va à l'église dans les grandes occasions. Alors, lui, il n'a pas d'opinion précise à ce sujet. « — Car la France est une république laïque où chacun a le droit de croire à ce qu'il veut, pourvu qu'il n'embête pas les autres : c'est ça la liberté ! Donc, croire ou ne pas croire, c'est une question personnelle, et je ne peux pas t'influencer. » Mais il me parle de Paris : quelle fierté que d'être parisien ! Alors quand je lui parle du Paris que je connais : les gares, le Palais de la Découverte, l'exposition universelle,

quand je me souviens d'une ville sale, bruyante, d'un métro puant où, d'après un copain « on respire de l'air qui a déjà été pété plusieurs fois », il n'est pas d'accord. Il me raconte les cinémas, les théâtres et surtout les dansings. Les gonzesses ! Mais je ne peux pas tout croire, car, dans ses histoires, la vertu des filles de Paris ne semble pas avoir beaucoup de valeur : « Le dimanche, tu fais une touche avec une belle fille. On sort ensemble, tu lui files un rancart. — Je t'arrête : qu'est-ce que c'est qu'un rancart ? — Un rendez-vous. Eh bien, la plupart du temps, si tu n'as pas fait l'amour avec elle le premier soir, il y a de grandes chances qu'elle te pose un lapin. — Pose un lapin ? Ça veut dire quoi ? — Et bien, elle ne vient pas au rendez-vous du dimanche suivant, et t'es là, tout bête avec tes fleurs ! » Pas de doute, mon vocabulaire français s'enrichit de jour en jour en même temps que mon instruction générale. Car j'ai aussi appris avec stupeur que notre école, où nous commençons la journée avec une prière, n'est pas comme celles à l'intérieur de la France, où la religion n'entre pas. Nous n'étions donc pas de vrais Français ?

Puis Georges s'en va. C'est un jeune garçon de Stuttgart qui le remplace : il a eu des problèmes à la jeunesse hitlérienne, mais ne veut pas dire quoi. Blond, bronzé, il parle son patois wurtembergeois que je comprends très bien maintenant. Très déluré pour ses seize ans ! Il m'affirme qu'il sait aussi des mots en français, puisque les princes locaux parlaient le français à leur cour, et que beaucoup de termes français sont passés dans la langue populaire. Pour me convaincre, il me chante une chanson : « In Stuttgart do isch Mode do fahrt man mit der chaise...= A Stuttgart c'est la mode, ici on circule en chaise... ». Mais n'a pas d'idées bien précises sur la vie après la mort, bien qu'il soit protestant. Les illustrés du pasteur sont donc, à la fois, nécessaires pour me documenter et les bienvenus pour me faire oublier.

L'aumônier revient : déjà quinze jours de passés. Reste deux mois... Après quelques préliminaires, il me propose de me confesser. Mais enfin, pendant quatorze mois de cellule, je n'ai pas pu faire de péchés ! Pas de réveil de la chair, pas de méchanceté envers mes voisins, pas de haine envers mes juges qui n'ont fait que leur travail en appliquant des lois, lois scélérates d'accord, mais votées et rédigées par un

gouvernement légal. C'est à tous les nazis que j'en veux, et là même Dieu me comprendra. Et avant, j'ai toujours essayé de me conformer à ce que l'on m'avait appris. La confession est donc assez rapide, puisqu'il reste surtout à avouer l'inexistence de zèle religieux, le manque de foi et la désobéissance au père de famille. Et pour l'aumônier, seule la foi en Dieu peut me sauver. Prier ! Je lui demande un crayon : « Streng verboten = sévèrement interdit ! » Dur pour moi qui avais l'habitude de tenir mon journal, même clandestin. Mais après tout, je découvre soudain qu'il n'y a pas de mots pour décrire ce qui se passe ici, alors un journal ? Inutile !

Quelques nuits plus tard : les sirènes. Alerte aérienne. Et tout de suite le fracas des bombes. Dans les couloirs, avec claquements des portes, les gardiens font sortir l'équipe de secours. Petit frisson : crainte et joie à la fois. Je rassure mes collègues : notre cellule est aux trois quarts enterrée, ce n'est certes pas la prison qui est visée. Et comme la peur n'élimine pas le danger, elle est inutile. C'est la première attaque sur Stuttgart. Enfin : nos gardiens vont apprendre ce que c'est que le « Blitz », l'attaque terroriste sur les villes ouvertes inventée par Goering pour abattre l'Angleterre : juste retour de situation. Si cela pouvait accélérer la fin de la guerre !

Mes intestins ne fonctionnent pas bien : je suis de plus en plus constipé. Cela provoque des flatulences, j'ai bien du mal à me retenir de péter. Et ça pue ! Mes compagnons gueulent. Alors que j'en suis à mon huitième jour de constipation, je me décide à demander un remède au gardien. Et qu'est-ce que ce con me répond ? « Viel fress, viel schiss. Nix fress, nix schiss = Bouffe beaucoup, chie beaucoup. Ne bouffe rien, ne chie rien ! » Donc pas d'espoir, mais finalement, dans mon désespoir, je pense à la chanson que, plus jeune, beaucoup plus jeune, nous chantions en cachette : « Si je mange bien, si je chie peu, ça fait des économies... » Alors que pour ce qui est de manger ! Nous avons si faim que nous léchons le fond des gamelles et suçons nos cuillères en bois jusqu'à ce que les valets d'étage reviennent les reprendre.

Puis Johann s'en va. Un Alsacien le remplace aussitôt. Est-il muet ? Il ne parle pas, a des

poux. Me voilà bien avec deux inculpés que je ne comprends pas.

Le pasteur passe. Il me confirme qu'il faut faire foi à la Bible : le protestantisme est la religion du livre, et c'est Dieu qui donne la Foi. Laisse de nouvelles revues. Comme ce sont des revues protestantes, je découvre une tout autre façon

de vivre une religion. Et des recettes de santé avec une publicité pour les cures de l'abbé Kneipp. J'en profite pour lui parler de mon problème de constipation, et lui demande s'il ne peut pas me prêter un livre de ce guérisseur. Je constate aussi que le sort des protestants alsaciens les intéresse beaucoup.

PAPA SE BAT POUR OBTENIR MA GRÂCE

Dès la fin du procès, j'ai vu Me Dansauer. Le salaud, il m'a dit : « Ces jeunes n'ont que ce qu'ils méritent. Mais puisque vous insistez, et bien que je croie que vous n'avez aucune chance, je vais faire la demande en grâce. Cela vous coûtera 50 marks. »

Quand Hugo a appris votre condamnation, il a aussitôt pris les choses en main : il sait rédiger en allemand, connaît leurs lois. Il m'a fait le brouillon des demandes en grâce à envoyer au tribunal, en a fait une pour que Charles, devenu soldat allemand, l'envoie aussi depuis le front russe.

<i>Celle de mon père</i>	<i>Celle de mon oncle Charles</i>
Metz-Montigny le 9.10.42 Georg Geiger, employé à la Reichsbahn Au Président du 4° Sénat de la cour de justice du peuple à Berlin Lettre recommandée pour affaire actée... Dehlinger et autres	Au Président du 4° Sénat de la cour de justice du peuple à Berlin Dans l'affaire criminelle... Dehlinger et autres Caporal Karl Weber
<i>Très honoré Monsieur le Président</i> <i>Depuis que la condamnation à mort prononcée contre mon fils unique Jean à Deux-Ponts la semaine dernière est tombée, je suis effondré dans mon âme. Penser que je dois perdre mon unique enfant ne veut pas me rentrer dans la tête, alors que sa chère mère a dû laisser sa vie dans un tragique accident, et que ma femme m'a été arrachée il y a douze ans. Je ne peux pas croire, et avec moi tous ceux qui le connaissent, qu'il ait commis quelque chose d'aussi grave et qui doive lui coûter sa jeune vie. Sa mort nous entraînera dans la tombe. La faute à ses actes incombe certainement à la fausse éducation à la française de notre jeunesse qui a éloigné nos enfants du sentiment allemand alors que nous parents allemands en Lorraine étions complètement impuissants. Vu sous ce point de vue, ce jugement est sans aucun doute trop dur pour un jeune homme.</i> <i>Je vous signale, Monsieur le Président, que, pour sauver mon fils, j'ai essayé un dernier espoir et adressé une demande en grâce au Führer par l'intermédiaire de notre Gauleiter.</i> <i>Je vous prie de provoquer de votre côté l'étude de la demande en grâce et de retarder d'autant l'exécution du jugement.</i> <i>Heil Hitler</i>	<i>Honorable Monsieur le Président</i> <i>Endurci par les nombreux et durs combats menés en première ligne du front de l'Est contre l'ennemi mondial bolchevique, j'ai reçu la nouvelle de la condamnation à mort par le tribunal de Deux-Ponts de mon neveu Jean Geiger. Cela m'a beaucoup choqué, car le fils de ma sœur, décédée accidentellement, m'est très cher. Si ce jeune a mal agi, il doit être puni, mais, tel que je le connais, il n'a pas mérité cette condamnation à mort. Au cours de ma dernière permission, il m'a parlé avec enthousiasme de sa volonté de s'engager dans l'aviation militaire, ce qui m'avait fait très plaisir.</i> <i>Je ne peux pas m'exprimer en peu de mots, car nous, soldats du front de l'est, avons beaucoup oublié. Ma prière que je vous adresse, monsieur le Président, vous demande de gracier ce jeune, et de lui donner par un jugement plus clément l'occasion de devenir un membre utile à notre communauté du peuple allemand.</i>

Puis Papa a découvert le « décret du Führer concernant l'exercice du droit de grâce en Alsace, en Lorraine et au Luxembourg du 29 mai 1941 » qui venait de sortir :

En Alsace, en Lorraine et au Luxembourg, je transfère avec le droit de délégation l'exercice du droit d'exécution ainsi que l'autorisation de gracier et de décider des refus dans les affaires de grâce aux chefs de l'administration civile, chacun pour son territoire. Je me réserve le droit de décider moi-même dans certains cas.

§ 114 de l'ordonnance concernant la justice militaire pendant la guerre et dans les engagements spéciaux du 17 août 1938 (J.O. 1939 I Page 1457) avec la modification en art.7 de la 7^e ordonnance pour exécution et complément de l'ordonnance concernant la justice militaire pendant la guerre et dans les engagements spéciaux du 18 mai 1940 (lois du Reich feuillet I.S. I page 787) reste inchangé. Inchangé reste aussi l'exercice du droit de grâce dans les affaires de la justice SS et police.

Quartier général du Führer le 29 mai 1941. Le Führer

Signé : Adolf Hitler

Il lui écrit aussitôt.

POUR LE FÜHRER

Metz-Montigny, le..., Rue du Haut-Rhône

Georg Geiger Ajusteur mécanicien

Au Führer et chancelier

Par le Gauleiter du Westmark Josef Bürkel à Neustadt a.d. Weinstrasse

Lettre recommandée — Urgent

Concerne demande en grâce.

Mon Führer et très honoré Monsieur le Gouverneur,

Très malheureux par le triste sort de mon seul enfant et fils Jean, né le 20.3.21 qui a été la semaine dernière condamné à mort par la cour de justice du peuple à Zweibrücken, j'en appelle à vous en dernier espoir et par grand désespoir, mais persuadé de votre grande générosité, au secours, Monsieur le Gouverneur.

À peine âgé d'une vingtaine d'années, mon fils, avec beaucoup d'autres jeunes garçons, a été brusquement arrêté à son établi dans son lieu de travail aux ateliers des chemins de fer de Montigny où je travaille depuis des années comme ajusteur-mécanicien. Il fut emmené à Sarrebruck dans la prison d'instruction où il resta jusqu'à fin septembre de cette année. Le 30 septembre débuta à Zweibrücken le procès devant la cour de justice du peuple 4^e Sénat sous acte z 2 J 466/41 a 1/1 Dehlinger et autres en session non ouverte au public à laquelle, en tant que père, je n'ai pas eu accès. Depuis toujours dans l'ignorance des faits de cette affaire criminelle, je n'ai pu apprendre qu'à l'énoncé du verdict auquel j'étais admis que l'accusation contre mon fils était de haute trahison et d'espionnage. Vous êtes, monsieur le Gouverneur, certainement un heureux père de famille, et comprendrez que cette sévère condamnation prononcée contre mon fils unique que j'aime au-delà de toute mesure m'a ébranlé au plus profond de mon être. Je ne peux absolument pas faire entrer dans ma tête que mon cher jeune ait commis des choses si graves, et qu'il doive le payer de sa vie, une vie qui a été jusqu'à présent très dure pour lui. Avec ses 10 ans, il perdit sa maman, ma chère femme (Sarroise) par un tragique accident d'automobile. C'était le 23.2.1930 où un conducteur inconscient entra aveuglément en collision avec un groupe de 13 promeneurs inoffensifs et provoqua beaucoup de maux et de blessures. À un cheveu près, mon fils et moi avons alors échappé à la mort. Moi-même suis allemand (Alsacien) et ai participé à la guerre mondiale de 14/18 comme artilleur de campagne allemand. Mon fils est né en 1921 sous le régime français. Ses parents allemands ne pouvaient pas empêcher que l'état français d'alors impose à nos enfants par l'école et autres associations de jeunesse une éducation dans laquelle ils furent systématiquement éloignés du caractère national allemand. Maintenant est

arrivée la dernière guerre et la Lorraine est redevenue allemande, ce qui enthousiasme chaque allemand, mais l'éducation systématiquement française ne pouvait pas s'effacer en une nuit.

Je vous joins une lettre de mon fils, écrite à la prison de Sarrebruck. Cette lettre ne dit-elle pas assez comment une vie de jeune a été gâchée ? Monsieur le Gouverneur, qui peut écrire des lignes aussi déchirantes. Est-ce que ce jeune doit souffrir pour ces fautes qui sont causées par l'éducation à la française et qu'il reconnaît sa bêtise de jeunesse dont il se repend, et laisser sa vie dont le cœur bat pour le germanisme. Je suis aussi persuadé que mon fils, qui, d'ailleurs, peut-on dire, est resté longtemps dans ses chaussures d'enfant, ne savait rien de haute trahison ni d'espionnage, puisqu'ignorant les lois allemandes et leurs applications.

Vous-même, Monsieur le Gouverneur, avez, dans votre dernier grand discours, dit que tout le passé devait être oublié, et je ne doute pas de la véracité de ces mots, et suis persuadé que ceux-ci doivent aider un jeune homme à trouver le chemin vers la communauté du peuple et qu'ils peuvent le sauver de la mort.

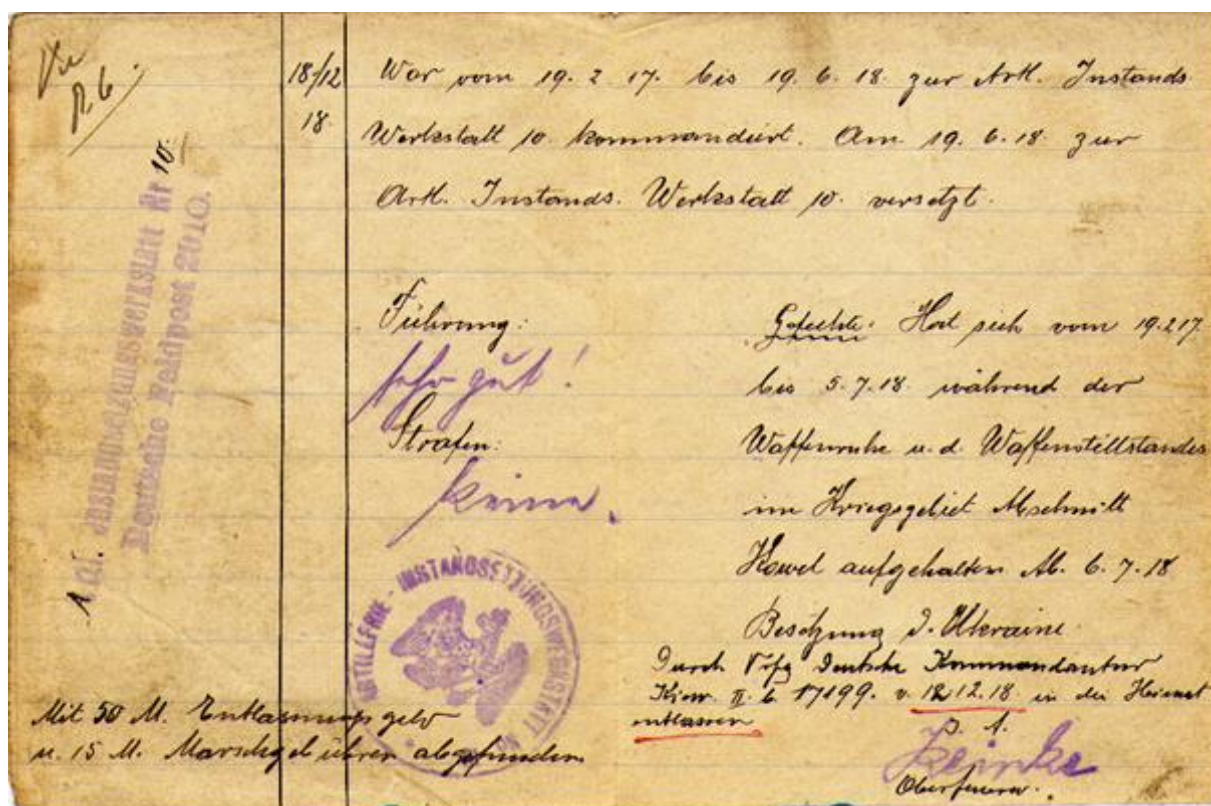
En tant que père si désespéré de son fils unique que je suis devenu incapable de travailler dans cet état, je prie, Monsieur le Gouverneur et le Führer, d'agir vite pour la grâce et la levée de sa condamnation à mort.

Heil Hitler

Votre Georg Geiger

PAPA RACONTE

Le 8 octobre, j'ai fait une demande d'audience au gauleiter Bürckel. Il a mis longtemps pour me convoquer. Me Dansauer m'a quand même appris fin octobre que sa demande était rejetée. L'avocat d'Alfred, maître Folz, a de son côté avisé son père que sa demande avait été refusée le 25 octobre, mais qu'il acceptait de continuer à le défendre. Il pensait pouvoir obtenir un avis favorable du gouverneur Bürckel, le gauleiter de la province Westmark, mais n'a pas réussi. Je lui ai donc demandé de faire le nécessaire pour toi aussi, en lui signalant ma demande d'audience chez Bürckel. Cela fut très rapide :



Copie du livret militaire de papa

« — Que désirez-vous ? — La grâce de mon fils et celle de Alfred Harter. — Je suis au courant de la situation : aucun commentaire. — Alors, que comptez-vous faire ? — Rien. — Comment, rien ? Vous êtes pourtant notre gouverneur, et vous nous devez donc aide et protection. — Comment ! Pendant que les jeunes lorrains partent plein d'enthousiasme dans notre glorieuse armée, vos enfants complotent contre le Reich, nous les punissons par les voies légales, durement, je l'accorde, car il nous faut faire un exemple. Ce n'est pas nous qui les avons mal élevés en ennemis de notre Patrie, c'est vous ! — Mais c'est de votre faute s'ils ont été éduqués ainsi... en bons Français. » Longue engueulade... : « Nous autres, Alsaciens lorrains, faisant partie de l'armée allemande, avons gagné la guerre là où nous avons été combattre : en Russie. Nous avons battu les Russes, la paix était signée en 1917, et nous y sommes restés jusqu'à la fin de 1918 pour y assurer l'ordre. Pendant ce temps, vous, vous perdiez la guerre à l'ouest, le traité de Versailles nous faisait devenir Français, et nos enfants ont eu une éducation française. Et ce qu'ils ont fait pour la France, vous auriez été fier si d'autres l'avaient fait pour l'Allemagne. Vous êtes donc responsables de leur éducation par les Français, et vous devez les remercier, mieux, leur pardonner.

— Bon. Vous avez peut-être raison. S'il n'avait tenu qu'à moi, on leur aurait donné une bonne raclée, et on les aurait envoyés en rééducation au Arbeitsdienst puis à la Wehrmacht. Mais je ne veux pas avoir de sang de Lorrains sur les mains. Je veux pouvoir gérer dignement le Westmark après notre victoire, sans que personne ne puisse avoir de ressentiment contre moi. Comme ce cas dépasse mes compétences, car notre Führer s'est réservé le droit de décider dans certains cas, je vais donc lui en référer avec avis favorable. »

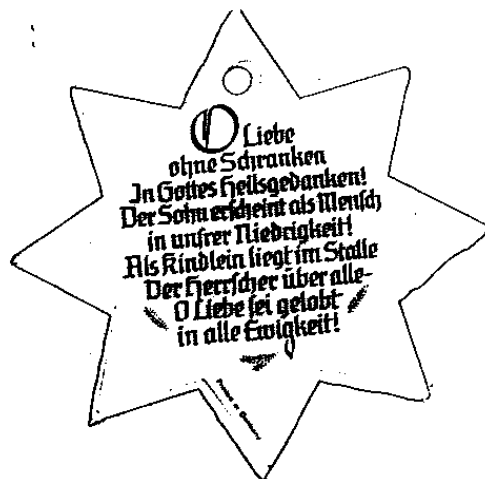
Entrevue très dure : j'ai bien cru, à certains moments, qu'il allait me faire enfermer sur le champ. Mais je crois aussi qu'après tout, je l'ai impressionné, ce gros viveur, buveur, honnête quoique nazi, et qu'il a aimé mon attaque d'ancien combattant. Cela lui a permis d'agir en seigneur, et l'a flatté.

Quand j'ai été nommé au district 736 à Metz, un enclancheur, ancien des Ateliers, nommé Wolf, m'a dit : « Ton père est un héros ». Quand il a parlé d'aller voir Bürckel, connaissant son côté « soupe au lait », avec Alphonse Entz et Charles Hoeffel, nous l'avons fait répéter. Et Charles, ce costaud, ex-adjutant de l'armée allemande en 14/19, l'engueulait comme s'il était le gauleiter pour l'habituer à rester calme ! On se demandait quand même : est-ce qu'il reviendra ? »

Lundi 21 décembre. Matin : le tchèque s'en va. Il est aussitôt remplacé. Beer Johann a vingt ans, et déjà marié. Il a été arrêté pour abus de confiance. Très expansif, il arrive à faire parler le croate qui est en réalité un descendant d'allemand, et qui nous raconte son étrange histoire : ses ancêtres étaient venus en Croatie depuis le Wurtemberg à la suite de guerre de Trente Ans. Quand les armées allemandes ont conquis la Yougoslavie, le Führer et les spécialistes du « Deutschtum = race allemande » ont décidé de rapatrier tous ces Allemands pour les remettre dans la vie populaire germanique et en faire de bons ariens, sujets du Reich. Avec sa famille, il est donc venu à Stuttgart. Considéré comme Volksdeutscher = partie du peuple allemand. Comme nous, les Lorrains ! À son nouveau poste de travail, il ne s'entendait pas avec son chef ! D'où frictions, injures, refus de travailler, revendication de repartir chez lui, en Croatie. Il attend son jugement. Et,

considérant mon exemple, n'est pas rassuré du tout.

Le soir, après dîner, le calme qui précède toujours les départs de condamnés est rompu par un grand cri, une voix féminine qui crie : « Lâches ! » et un coup sourd. Puis un chant : « Stille Nacht, Heilige Nacht = chanson de Noël » interrompu de la même façon. Et aussi l'Internationale. Ce n'est pas un départ, comme d'habitude, de moutons qui vont à l'abattoir. Entonner un chant de Noël en partant pour le supplice est une vraie provocation d'humour noir, un air de dire : « — Et vous vous prétendez chrétiens ! » Et quand viendra mon tour ? Chanterai-je : « La République nous appelle, sachons vaincre ou sachons mourir... ? » C'est bien pour défendre notre liberté que je me suis rebellé contre l'occupant. Il est donc normal que je meure dignement. Le lendemain, les doigts des deux mains ne suffisent pas pour compter, car il y aura plus de



vingt-cinq « cloc...cloc ». Ainsi, Hitler est en colère ! Pas de mansuétude envers les ennemis de la Patrie. Il n'y a pas eu probablement beaucoup de grâces d'accordées. Et c'est à partir de maintenant que je dois commencer à m'inquiéter sérieusement. Le Pasteur, qui passe le mercredi, est encore tout retourné, cite les Évangiles. Je commence à m'habituer sa façon de citer la Bible par cœur, avec le numéro des versets. Mais ne me souviens pas d'y avoir lu d'histoires d'assassinats sanguinaires pareils. Par

contre, dans les revues du pasteur, j'ai lu que les protestants persécutés, réfugiés en Amérique, se fiaient à la Bible pour toutes les questions pratiques de la vie : le père de famille prenait le livre, l'ouvrait au hasard, lisait un verset, le commentait et en tirait la réponse sur la décision à prendre. Je lui demande donc : « - Et si moi je faisais de même ? — Il y a tellement de façons d'interpréter, de traduire la pensée des textes, que la réponse dépend de votre foi ! Et de votre orgueil » !

Noël 1942

Après-midi. Un calme étrange plane sur la prison. Le raclement des cuillères en bois a cessé. Car ce fut un bon repas : un vrai morceau de porc, de la purée épaisse et beaucoup de sauce ! Les graciés de Noël sont soulagés, les autres espèrent qu'ils ne feront pas partie du lot de mardi prochain, et peuvent rêver. Et aussi penser aux leurs, à la maison, aux beaux Noëls d'avant !

Soudain un air de flûte et un chœur de voix enfantines s'élèvent dans le couloir, rompant le silence : « Mon beau sapin... » Puis « O Kinderlein kommet ... » La porte s'ouvre. Une gamine, de rouge vêtue, toute blonde et rose, sans nous regarder, tend à chacun de nous un petit rameau de sapin, bien vert, avec, collé dessus, une étoile et un pain d'épices ! Les deux aumôniers, le catholique et le protestant, sont derrière, encadrés par deux gardiens, et nous souhaitent un bon Noël ! Clic-clac ! Et la porte se referme bien vite. À croire que nous avons rêvé.

La surprise passée, le pain d'épices vite avalé, je lis ce qui est écrit sur l'étoile : « Voyez, quel

amour ! » Alors, geste chrétien ou provocation ? Avertissement ou exemple à ne pas suivre pour ces enfants innocents de tous ces malheurs ? Je ne comprendrai jamais les Allemands. Leurs soldats portent « Gott mit uns = Dieu avec nous » sur leurs ceinturons, et apportent mort et désolation dans le monde entier. Hitler, à chacun de ses discours, en appelle à Dieu pour qu'il donne la victoire au peuple allemand ; et il enferme et déporte tous ceux qui ne sont pas « gottgläubig = croyants en Dieu », donc païens, communistes, francs-maçons ou libres-penseurs. Et les voilà qui prient pour nous, pour qu'après nous avoir guillotiné, nous soyons sauvés de l'enfer ? En somme, ils font un duo : d'une main tendue en l'air, « Heil Hitler », ils glorifient leur Führer, de l'autre, ils nous frappent et nous mènent à l'abattoir, puis ils joignent les deux mains pour prier pour la victoire, et peut-être pour le repos de l'âme des condamnés par leurs tribunaux.

Mais ce n'est pas le Dieu d'amour et de justice de notre catéchisme. Alors, qui a raison ? et à qui se fier ? Je cherche en vain la solution : Dieu ou rien ? Ciel, enfer ou retour à la terre ?

Ici, nous sommes déjà « les damnés de la terre ! » Et ce n'est pas ce Noël qui me donnera la solution.

C'est la trêve de Noël : il n'y a pas d'exécution le mardi suivant.

Après les trois premiers mois.

Premier janvier 1943 : nous nous faisons mutuellement les vœux traditionnels, plus bien sûr que tout se termine bien, que la guerre finisse victorieusement pour les alliés, et que peut-être nous nous retrouverons un jour. Pas de menu spécial pour ce jour particulier. La routine reprend : le lundi soir je balaie consciencieusement la chambrée pour me donner une contenance, compte les coups de guillotine tous les mardis, discute avec l'aumônier le mercredi, communie une fois. Puis cause avec le pasteur la semaine suivante. Le pasteur est beaucoup plus humain que l'aumônier, il comprend ma recherche de vérité, me conseille d'être humble, m'assure que ce n'est pas l'orgueil des hommes qui leur a fait inventer un dieu auquel ils veulent ressembler.

Beer est musicien. Sais jouer de l'accordéon, et nous avons ainsi des points communs qui nous permettent d'échanger nos expériences. Avec un brin de nostalgie pour moi. Cela me rappelle Jussy, quand je faisais danser mes amis.

Je reçois deux lettres : la première de papa qui m'envoie tous les souhaits possibles, et je transmets ceux de la famille, de tous mes camarades et les baisers de leurs sœurs. Avec des nouvelles de tous. Il n'a pas pu revenir me voir, congé refusé ! La deuxième de l'oncle Hugo qui me fait la morale, me rappelle les règles allemandes, et qui a le culot de m'écrire : « Être allemand, c'est être fidèle » ! Mais je crois que c'est de la frime pour le censeur. Et il est plein d'espoir sur le résultat de ses demandes en grâce.

Dans la matinée du deuxième mardi, le croate est remplacé par un Suisse. Ruf Robert a dix-sept ans. Il est de Bâle, et déjà arrêté depuis huit mois. Il n'a pas l'air d'avoir trop souffert pendant cette détention, car il est encore assez

corpulent, mais un peu pâle. La curiosité est un vilain défaut, et c'est ce qui l'a perdu : il voulait voir un pays en guerre. Son oncle habite Neue-Basel, sur l'autre rive du Rhin, en Allemagne. Pour les frontaliers, le passage est facile. Alors, Neue-Basel, gare, train pour Stuttgart. À la gare, deux messieurs très polis lui demandent ses papiers : ils ont remarqué à sa boutonnière l'insigne de son club de sport. En Allemagne, tous les insignes sont décorés par la croix gammée, ce qui n'était évidemment pas le cas. Il explique son cas, il est pris pour un espion, mis au secret. Il a eu beau demander son consul. Rien à faire, par contre, il a été bien traité, bien nourri. Il doit maintenant être jugé. Nous lui faisons raconter la Suisse, ses montagnes. Nous nous comprenons assez bien, la langue suisse est voisine de l'Alsacien et du Wurtembergeois. Mais quand nous parlons de vertige, qu'il cite l'exemple du gars qui travaille sur un « Kémin », je mets un certain temps pour comprendre qu'il s'agit d'une cheminée d'usine, et qu'il admire plus le maçon qui est là-haut, debout, une brique et sa truelle à la main qu'un quelconque alpiniste qui grimpe le long d'une paroi verticale.

Nous avons un nouveau gardien. Très grand, massif, la main gauche bandée. En uniforme SS ! D'après les bruits glanés par mes codétenus qui, eux, sortent encore en promenade deux fois par semaine alors que je ne suis plus jamais sorti depuis octobre, c'est un grand blessé de guerre qui est très méchant et qui en veut à tous ces traîtres qui sont enfermés ici. Il me fait aussi la farce d'ouvrir ma cellule le lundi soir. Quel con : essayer de me foutre la frousse alors que j'ai trouvé un certain équilibre. Il doit sentir que je me sens dans la zone critique, pas du tout rassuré quand la porte s'ouvre ce soir-là.

Cellule 12

En remontant, le gardien nous arrête devant la cellule 12, nous fait rentrer, ferme la porte et repart. Elle est comme la 10, avec aussi une

presse. Deux lits relevables et un matelas pour mettre entre, par terre. Chacun a donc son couchage. Et nous avalons de bon cœur le rata du

soir. Le dimanche est calme. Le lundi 29/03, la ronde passe sans s'arrêter. Le mercredi, la porte s'ouvre un peu avant midi : Georges s'en va. Je suis plutôt content que ce soit Hägele qui reste. Son nom qui me fait penser à mes tantes. Il signifie « petit buisson », le diminutif « ele » en allemand rend le prénom plus gentil, plus affectueux. Si à Montigny, mes tantes m'appelaient « Bubi », en Alsace, aux écluses où je passais mes vacances, j'étais « Schangele », petit Jean. Ah, les tartes aux quetsches de tante Thérèse. Et ses kugelhofs ! Rien que de les évoquer nous fait baver tous les deux.

Un nouveau arrive. Un colosse qui me dépasse de la tête, aux larges épaules. Complètement abattu, apeuré. Pas le temps de faire les présentations : la soupe arrive. À notre grand étonnement, notre nouveau convive fait le signe de croix et sa prière avant de commencer son repas. Nous lui expliquons qu'il ne faut pas traîner pour avaler sa soupe, car les gardiens reviennent vite pour récupérer les gamelles et les cuillères en bois. Et son comportement me rappelle les prières du temps passé. Prières obligatoires à l'école au début des cours. Souvent automatiques, sans âme, sans cœur, parfois chahutées. Le père Theuret, notre instituteur, levait ses yeux vers le ciel, donc il était vraiment croyant, lui qui nous apprenait l'amour de la paix, l'amour de la patrie, et la haine de la guerre et de toutes les violences. Mais était-il sincère, quand, ayant appris son métier avant la guerre du temps des Allemands, il nous parlait de l'histoire de notre patrie, la France, de ses victoires, de ses conquêtes, de son idéal « Liberté-Egalité-Fraternité » ? En tous cas, c'est un peu parce que j'ai appliqué ce qu'il m'a appris que je suis ici.

SJohann GEERDINK est hollandais, mais parle couramment l'allemand. Il a dix-neuf ans, et vient de HENGEL O. Il travaillait à Cannstadt, et a chanté une chanson qui n'a pas plu aux Allemands. Le tribunal de Cannstadt l'a condamné à cinq mois de prison. Catholique, et, comme je m'en étonne, puisque la Hollande est plutôt protestante, il m'assure qu'il est très croyant, et que c'est une marque de foi et de caractère que de l'être en Hollande. Mais totalement incrédule quand nous lui parlons des condamnés à mort de la prison, des

exécutions tous les mardis. Cela lui semble impossible. « — Tant de condamnés à mort ici ? Et tu en fais partie ? — Hélas oui. » Je lui explique mon dilemme : Dieu ou pas ? Cela l'étonne, ne pas croire en Lui est à ses yeux inimaginables. Enfin, quelqu'un convaincu de

TRADUCTION

Le Procureur Général du Reich
auprès de la Cour de justice du peuple

Berlin W 9, le 7. octobre 1943
Rue Bellevue 15
Téléphone : 12 83 41

Référence : 21 466 / 41 g
(voir de l'original dans la réponse)

A
Monsieur Georges Geiger
à
Montigny les Metz
rue du Haut Rhéle 7

C

omme suite à votre demande de recour en grâce adressée le 9 octobre 1942 au Président du 4^e sénat de la cour de justice du peuple, je vous informe que, par ordonnance du 14 septembre 1943 - IVg 10a 1226/43g - le ministre de la justice, avec l'assentiment du Führer a modifié la peine de mort, prononcée le 30 septembre 1942 contre votre fils Jean Geiger, en une peine de dix ans d'emprisonnement, la durée des pertes de droits civiques et d'honneur a été raccourcie au même temps.

Sur ordre
sig. Parisius

certifié

TRADUCTION

Dr. DANSAUER
Avocat

Téléphone 26730
CCP Sarrebruck
Nr. 7271

Sarrebruck 3, le 14. octobre 1943
Reichstrasse 6

Membre de la NSRD
Monsieur
Georges Geiger
Montigny

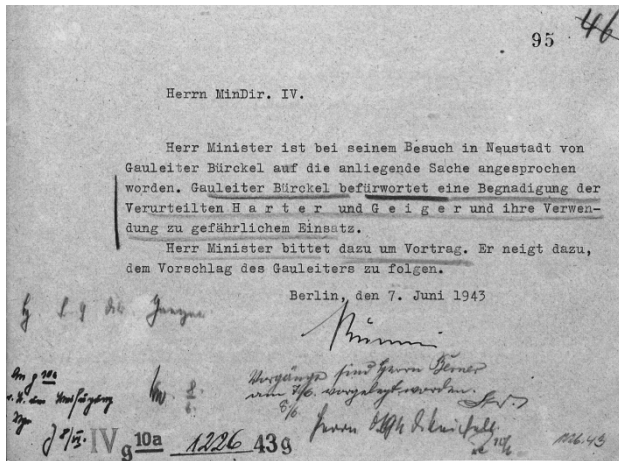
Dans le cadre de la procédure contre votre fils Jean, la lettre suivante du procureur général m'est arrivée ce jour :
"Comme suite à votre demande en grâce du 9 octobre 1942, je vous avise que le Ministre de la justice du Reich a, par décret du 14 septembre 1943 - IVg 10a 1226/43g, modifié la peine de mort prononcée contre Jean Geiger, avec l'assentiment du Führer, en une peine de 10 ans de prison. La durée de la perte d'honneur a été raccourcie au même temps.
Pour mon activité dans la démarche de demande en grâce je vous propose une indemnité de 50 marks que je vous prie de me transmettre.

Heil Hitler !

l'existence de Dieu avec qui je pourrai discuter. Car les représentants des cultes qui accompagnent les condamnés sur le lieu de supplice passent trop rapidement le mercredi dans les cellules pour que l'on puisse avoir une vraie conversation. Et leurs explications sont toujours pareilles. Ils ne m'expliquent toujours pas pourquoi, pour un même Dieu, il y a plusieurs religions différentes, qui n'ont pas la même morale, et qui se combattent !

Et quand le lundi soir suivant, quand tout devient étrangement silencieux, quand je me mets à balayer consciencieusement la cellule pour me donner une contenance, Johann commence à comprendre, et compte les coups avec nous le mardi matin. Car il faudra s'en souvenir, et le raconter au monde entier.

Gauleiter BÜRCKEL se décide à intervenir



Kopie aus dem Bundesarchiv

Traduction

Messieurs, attention. IV.

Pendant sa visite à Neustadt, monsieur le ministre a été interpellé à ce sujet par le Gauleiter Bürckel. Le Gauleiter Bürckel préconise la grâce des condamnés Harter et Geiger et leur utilisation dans des missions dangereuses.

Monsieur le Ministre demande une étude sur ce sujet. Il penche pour suivre l'avis du Gauleiter.

Berlin, le 7 juin 1943

Hitler accepte de nous gracier

Traduction

Concerne :

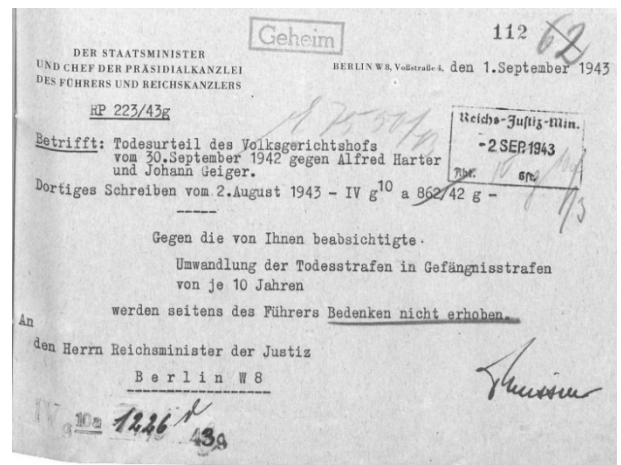
- *jugement de condamnation à mort du Tribunal du peuple*
- *Du 30 septembre 1942 contre Alfred Harter*
- *Et Jean Geiger*

Votre écrit du 2 août 1943 — IV g¹⁰ à 862/42 g —

Au sujet de votre intention de transformer la peine de mort en une peine de 10 ans d'emprisonnement
Il n'y a aucune objection de la part du Führer.

À monsieur le ministre de la Justice

Berlin w 8



Kopie aus dem Bundesarchiv

Espoirs

Freddy s'est procuré une carte d'Europe. D'un très petit format découpé dans un journal. Il a appris, pendant qu'il allait chez le dentiste, que les Anglais, les Américains et même les Français avançaient par bonds successifs en Italie, débarquant des deux côtés de la botte, dans l'Adriatique et la Méditerranée. Il m'explique leur stratégie : toujours à l'arrière des lignes allemandes, ce qui les oblige à reculer pour ne pas être encerclés ! Les alliés remontent ainsi rapidement vers le nord. Vers Rome, et aussi vers l'Allemagne. Sur la carte, ces arcs de cercle rouges qui indiquent l'échelonnement de ces débarquements le long des côtes me fascinent. Notre vie tient peut-être à la vie et à la mort de tous ces soldats qui veulent en finir avec

l'Allemagne conquérante voulant asservir le monde entier ! Et vu l'échelle de la carte, tout semble si rapide.

L'aumônier passe. Freddy se confesse, communique. J'explique à l'abbé que j'ai trouvé mon équilibre dans la sagesse tibétaine. Il assure me comprendre, n'essaie pas de me convaincre de ce qui est une erreur à ses yeux : le Seigneur me comprendra. À son départ, il me faut bien sûr m'en expliquer à Freddy : étrangement, nous n'avions pas encore évoqué les sujets, mort, guillotine, Dieu, foi, religion. Chacun dans sa coquille avait trouvé sa solution pour accepter son destin. Et chacun se contente de son explication. Toutes les interprétations de toutes les croyances, de toutes les religions ne peuvent être des certitudes :

personne ne sait rien sur l'après la mort, et l'on est tout seul pour l'appivoiser. Et comme le vieux sage, pour l'attendre avec sérénité : ce n'est qu'une aventure humaine tout à fait naturelle.

Et pendant ce temps, à Berlin, notre destin se joue : le Führer a accepté notre grâce.

Bürkel a tenu sa parole, les démarches de papa et de Maître Folz sont couronnées de succès, les jambons de mes camarades cheminots paysans ont peut-être aidé. Mais nous ne le saurons que bien plus tard. Dix ans de prison, nous en avons déjà fait deux et demi.

Je commue les condamnations à la peine de mort prononcées par le tribunal du peuple le 30 septembre 1942 contre

Alfred Harter

Et

Jean Geiger

Avec l'assentiment du Führer en une peine de prison de dix ans.

La durée de la perte des droits civiques est raccourcie du même temps

Berlin, le 14 septembre 1943

Le ministre de la Justice du Reich

Ce salaud d'avocat nazi qui n'a rien fait a le culot de se faire payer

Liberté

Voici la lettre de mon père reçue après ma libération

Nous avons reçu ta lettre, et, avec joie, avons lu que tu n'étais plus tout seul. Donc, passez votre temps aussi bien que possible. J'apporterai de bon cœur ce que tu me demandes. Et Charlotte se réjouit pour la fin du mois, car tu seras étonné de voir une si grande fille. Ici, rien ne change, sauf que toute la jeunesse est partie. Dimanche, ton camarade Faust est venu me voir, il était en permission, un bonjour de sa part. Il a aussi essayé ton accordéon, et, après déjeuner, j'ai réussi à lui faire jouer un morceau. Quant au jardin, j'ai presque terminé d'arracher les pommes de terre, et je pourrai enfin me reposer, car l'homme a aussi parfois besoin de repos. Je ne sais pas si Mama viendra une fois te voir, car elle a trop peur des tommies. Mais ils peuvent aussi bien nous atteindre au lit à la maison, moi je n'ai pas encore connu la peur, mais elle est peureuse. Que dois-je encore t'écrire ? Le principal est que tu as un camarade, du travail et, peut-être dans ton métier, y faire une invention qui te fera remarquer et te permettra de revenir parmi les hommes.

À part cela, rien de neuf

Bonjour et au revoir

Baisers, ton papa

JEAN GEIGER, EN JUIN 2024, ACCUEILLE DES ÉLÈVES DANS L'EPHAD DE NARBONNE OÙ IL RÉSIDE



Bulletin d'adhésion

À retourner à :

Institut Mosellan d'Histoire Sociale de la CGT – 10 rue de Méric – 57 050 – METZ

• Organisations de la CGT :

Union Locale, Groupement, Syndicat (rayer la mention inutile) de :

Adresse :

Code Postal : Commune :

Tél. : / / / /

• Individuels :

Nom : Prénom :

Adresse :

Code Postal : Commune :

Tél. : / / / /

Tarifs : Unions Locales et groupements : 75 € Syndicats : 30 € Individuels : 15 €

ROHRMANN Jean-Baptiste

Biographie parue dans le Maitron

J. F. Lassagne



Né le 30 mars 1899 à Rohrbach-Lès-Bitche (Lorraine annexée) ; cheminot, maître ouvrier puis sous-chef de gare à Metz (Moselle) ; militant de la CGTU puis de la CGT ; communiste ; résistant d'abord en Moselle, puis dans l'Allier ; membre du groupe Mario, alias commandant La Limace ; président des FTPF de Moselle ; conseiller municipal de Longeville-les-Metz ; mort accidentellement le 2 avril 1950 à Metz.

Jean-Baptiste Rohrmann était le fils de Nicolas Rohrmann, originaire de Rohrbach-Lès-Bitche (Moselle), où il exerçait la profession de plâtrier, et de Marie Catherine Hector. Cheminot, il effectua d'abord des remplacements à la gare de Spincourt (Meuse), puis à celle de Secourt-Solgne sur la ligne de Metz-Château-Salins en Moselle. Il adhéra à la CGT en 1919, puis à la CGTU en 1922. Le 31 janvier 1927, il épousa Caroline Marie Thérèse (Carola) Zeyen à Longeville-Lès-Metz, où elle était née le 14 avril 1903 dans une famille catholique. Le couple eut sept enfants.

Affecté à la gare Centrale de Metz en 1937, avec le grade de facteur enregistreur, puis chef d'équipe, il était membre du Parti communiste et de la CGT réunifiée. Coorganisateur des premiers noyaux de résistance sous la direction du docteur Henri Barthélémy de Longeville-Lès-Metz (mouvement gaulliste), il passa à l'acte dès le 18 juin 1940 vers 4 heures du matin aux anciens bains militaires, où il précipita dans les eaux de la Moselle deux militaires allemands du premier groupement des troupes bavaroises stationné depuis la veille à Longeville-Lès-Metz, et dont les corps furent repêchés le 28 du même mois au lieu-dit « La Mère Francise ». Puis, à partir de juillet 1940, il participa à l'organisation du Mouvement de la Résistance Mosellane avec le cheminot communiste Charles Hoeffel*, alias Colonel Stahl. Ce dernier fut par la suite avec Jean Burger* (Mario) chef du groupe Mario des FTPF de la Moselle, qui compta jusqu'à trois mille membres, principalement cheminots, mineurs de fer et de charbon, sidérurgistes et métallurgistes. Nommé par Charles Hoeffel le 14 juillet 1940

commissaire à l'effectif chargé du recrutement, avec grade de capitaine, Jean-Baptiste Rohrmann fut chargé de mettre sur pied leur réseau de renseignements « France et Liberté », dont les ramifications allaient s'étendre vers Strasbourg (Georges Wodli), Nancy, Lyon via Mâcon et Saint-Germain-des-Fossés, Paris via Pagny, et Toulouse, et d'établir le contact avec la résistance intérieure. Il prit en charge l'aide aux prisonniers de guerre évadés (plusieurs centaines) et, grâce à sa position à la gare de Metz, facilita leur transit ainsi que leur passage à la frontière de la Moselle annexée, entre Château-Salins et Amanvillers, via Novéant, Chambrey. Avec l'annexion il refusa l'assimilation aux grades de la Reichsbahn (chemins de fer allemands), et fut classé comme « ouvrier étranger », synonyme pour lui de perte de salaire. La Gestapo se rendit à son domicile le 22 mars 1941 à la suite d'une dénonciation, pour infraction au règlement des devises, car il pratiquait l'échange de marks contre des francs dans les trains de permissionnaires allemands, pour permettre aux expulsés de disposer d'argent français. Mais il avait pris les devants et s'était réfugié avec sa famille à Moulins-sur-Allier dès le 21 mars, après avoir passé la frontière à Novéant (Moselle annexée).

À Moulins il se présenta au chef de gare, lui-même résistant, qui l'affecta au bureau des Allemands en qualité d'interprète de la SNCF, ce qu'il finit par accepter après un refus initial.

Dès lors, il déploya son activité notamment de renseignement et, outre les sabotages de wagons allemands par dépôt de poudre émeri dans les boîtes de graissage, il facilita le passage clandestin de la ligne de démarcation à des

centaines de personnes, tant des particuliers que des prisonniers de guerre évadés, et procéda à l'acheminement en zone sud de valeurs et d'objets qui lui furent confiés. De même, dirigés vers lui par des membres du groupe Mario, il aida de nombreux jeunes mosellans refusant la Reichsarbeitsdienst (RAD — Service du travail du Reich) ou de servir dans la Wehrmacht, en leur fournissant de fausses pièces d'identité et en les prenant en charge. De retour d'un passage clandestin de la Ligne le 15 août 1941, il fut blessé à la cheville par la balle d'un douanier allemand entre Villeneuve-sur-Allier et Le Veudre. Le 22 novembre 1941, il subit un premier interrogatoire de cinq heures par la Gestapo, à sa descente du train au retour d'une mission à Metz. Arrêté par la Feldgendarmérie le 29 novembre 1941, il fut condamné à trois mois de détention à la prison militaire allemande de la Mal-Coiffée à Moulins, d'où il parvint à organiser la fuite de cinq prisonniers de guerre français qui devaient être transférés au camp de représailles de Vesoul. Nommé commandant (La Limace) par Jean Burger (Mario) et confirmé par Georges Wodli (Jules) le 14 juillet 1942, il conserva ses attributions et fit la liaison entre le centre de la France et la Moselle. Désigné comme otage par les Allemands durant un an en cas d'attentat, il fut déplacé sur ordre de la kommandantur à Villeneuve-sur-Allier, et résida aux Ravaux dans la commune de Trévol, où il continua de prendre en charge des réfractaires. C'est là qu'il eut plusieurs fois l'occasion d'héberger Jean Burger lors de leurs entrevues, la dernière ayant eu lieu en 1942. Jusqu'à son départ forcé vers Villeneuve, il participait depuis avril 1942 à la résistance de Moulins-sur-Allier organisée autour de Camille Maire, contact qu'il conservera jusqu'après la Libération. En novembre 1943 à Villeneuve-sur-Allier il entra en contact avec le groupe Gustave dirigé par Maurice Tinland, futur maire de Moulins. Il leur procura des armes et des munitions dérobées aux troupes allemandes, et en transporta de l'Allier jusqu'à Metz pour la résistance mosellane (Groupe Mario), notamment en août-septembre et octobre 1942, puis en février, mars, avril et mai 1943, armes qu'il livrait à Metz à Alexandre Gasser et Adrien Morhain, tous deux cheminots aux ateliers de Montigny. Il organisa également l'acheminement du courrier de la zone SUD vers la zone NORD, et

jusqu'à Metz dans les deux sens. Dans la nuit du 28 au 29 avril 1944, alors qu'il transportait une caisse de six cents cartouches Mauser destinée au maquis de Munet (Capitaine « Georges »), il fut intercepté par un agent de la Gestapo, qu'il dut éliminer au terme d'une lutte sans merci, de laquelle il sortit avec de nombreuses blessures aux jambes et à la tête. Ayant intercepté le 3 septembre 1944 des informations d'ordre militaire relatives à l'importance des effectifs et armements des troupes chargées de couvrir la retraite allemande, Jean-Baptiste Rohrmann put prévenir les responsables des maquis et éviter une attaque inconsidérée de Moulins par les FTPF et FFI face à un ennemi de loin supérieur en nombre et en moyens. Et si, n'ayant pu être prévenu à temps, le Groupe Voisin fut décimé à la Demi-Lune, à la Madeleine, un faubourg de Moulins, le 4 septembre 1944, la libération de Moulins fut néanmoins effectuée avec des pertes relativement limitées. Par la suite, Jean-Baptiste Rohrmann effectua trois missions de caractère militaire entre Moulins-sur-Allier et la sécurité militaire de Metz. À partir du 20 janvier 1945, il cessa toute activité à caractère militaire.

De retour à Longeville où sa famille le rejoignit en octobre 1945, il occupa le poste de sous-chef de gare à la gare Centrale de Metz. Président des FTPF de Moselle, il était également président de l'Union Omni-Sports Longevilloise. Il se présenta aux élections municipales de Longeville des 23 et 30 septembre 1945, second sur la liste « Union Républicaine et Patriotique de la Résistance » menée par Emile Klein. Élu au second tour, il fut battu d'une voix (10 contre 11) par Alphonse Bolzinger au poste de maire. Puis, en tête de la liste « Union Républicaine et résistante et de défense des intérêts communaux » aux municipales du 19 octobre 1947, il fut battu par la liste MRP.

Le 2 avril 1950, alors qu'il rentrait du travail et se rendait à son domicile à bicyclette, Jean-Baptiste Rohrmann fut heurté par un autobus des Transports départementaux, à la sortie du pont du Sauvage (actuel pont de Verdun), et mourut sur le coup. Ses obsèques le 6 avril rassemblèrent la foule imposante de ses innombrables amis et camarades venus lui rendre un dernier hommage.

40e anniversaire de l'IHS d'Alsace

J. F. Lassagne, président de l'IMHS



Chers camarades,

Je vous remercie d'avoir invité l'Institut Mosellan d'Histoire Sociale à vos travaux à l'occasion du 40^e anniversaire de votre Institut d'Histoire Sociale d'Alsace. Je veux aussi saluer Gilbert Garrel, président de l'IHS national.

Il faut dire qu'une relation historique lie nos instituts en raison d'un passé commun qui a profondément marqué le syndicalisme alsacien-mosellan. C'est durant la première annexion qu'il prend sa source, si j'ose dire, sous l'égide de la social-démocratie allemande, plus tardivement d'ailleurs en Moselle qu'en Alsace. Jusqu'à l'adhésion des syndicats libres à la CGT en 1919 avec la création de l'Union des Syndicats d'Alsace-Lorraine (USAL). La relation s'est ensuite poursuivie notamment en raison de structures communes qui perdurèrent particulièrement longtemps dans certains secteurs, comme les cheminots, ou le livre. De plus, nombre de militants alsaciens avaient rejoint la Moselle, tels Louis Gutfried et beaucoup d'autres, venant notamment des ateliers de Biesheim vers ceux de Montigny-lès-Metz ou de Basse-Yutz et renforçant la CGT. D'autres raisons nous amènent à coopérer, ce sont des acquis spécifiques, comme le régime local d'Alsace-Moselle issu de la période d'annexion et concédé par le chancelier Bismarck sous la pression de la montée de la social-démocratie, mais aussi le droit local, lesquels continuent de structurer cette communauté d'intérêts et dont bénéficient toujours les salariés, au prix de nombreuses luttes. La seconde annexion nous plonge dans la terrible période de l'intégration au Gau Westmark, et Gau Baden-Elsass nouveaux territoires du Reich. Période marquée par la fondation de réseaux de résistance en Alsace-Moselle, malgré la répression. Ce sont souvent des militants de la CGT et du PCF qui, dans la continuité de leurs combats antifascistes antérieurs des années trente, s'engagent dans cette voie. Ainsi le cheminot alsacien Georges Wodli, militant de la CGT et du PCF, intervient-il en Moselle pour jeter les bases du groupe Mario avec l'instituteur de la CGT et communiste Jean Burger et le cheminot Charles Hoeffel, lui aussi de la CGT et du PCF. Le groupe Mario comptera jusqu'à 800 résistants actifs et résistantes actives, principalement parmi les cheminots, les mineurs et les métallus. Comme Jean Burger et Georges Wodli, beaucoup périront dans les camps de concentration après avoir subi la torture au Fort de Queuleu, puis au Struthof, ou au camp de la Neue Brem à Sarrebruck.

Nos deux IHS en donc été amenés à travailler ensemble sur tous ces sujets qui nous réunissent. Je ne puis les énumérer, mais cependant souligner la richesse de nos travaux, souvent en lien avec ALMEMOS : ouvrages collectifs, conférences, ou encore expositions, telle celle des Conseils d'ouvriers et de soldats en Alsace-Moselle, en coopération avec le DGB.

Pour terminer, je tiens particulièrement à saluer la mémoire de deux camarades, figures de votre IHS d'Alsace, je veux parler de Robert Bickard et de Léon Tinelli, que j'ai eu la chance de connaître et de côtoyer. Enfin je veux réitérer nos remerciements à Marie-Claude, à Raymond ainsi qu'aux membres de l'IHS.

Le chemin est tracé, mais la route est difficile en ces temps où, comme le dit Gramsci « la crise c'est quand le vieux monde se meurt, que le nouveau tarde à naître et que, dans le clair-obscur surgissent des monstres ».

Bon anniversaire à l'IHS d'Alsace, bon courage pour la suite et à bientôt.

Des *Freie Gewerkschaften* à La CGT

Les 30 premières années du Syndicalisme en Moselle
1890 – 1920

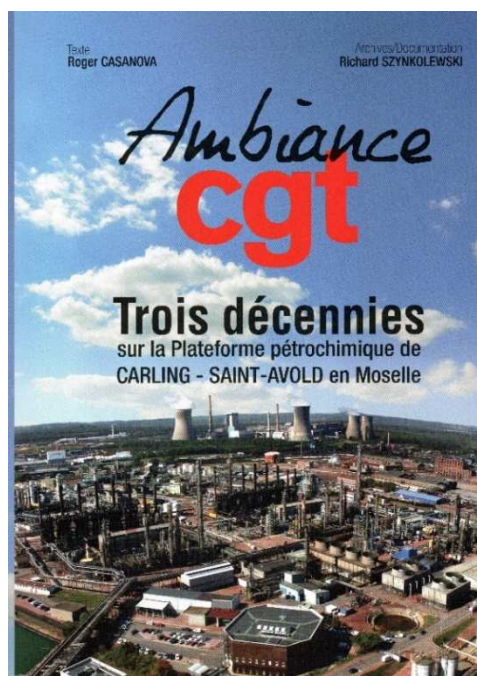


Auteur Editeur : Jean François Lassagne
IMHS. En vente à l'IMHS
Prix : 15 euros

La naissance de la CGT en Moselle s'inscrit dans une rupture, celle du retour de l'Alsace-Lorraine à la France, mais également dans une continuité, celle d'un processus de construction syndicale initié au cours des quarante-sept années que dura l'annexion de cette terre au Reich allemand. Les travailleurs lorrains durent, du début à la fin de cette période, affronter une double difficulté liée, d'une part à la méfiance (pour le moins) dont firent preuve à leur égard le gouvernement du Reich dès l'annexion, puis le gouvernement français après le rattachement, et liée d'autre part aux préventions bien partagées par les patronats, tant allemand que français, face à leurs engagements syndicaux et politiques dans le développement de la lutte des classes. Cet ouvrage retrace les trente premières années de ce syndicalisme mosellan, à partir du développement des *Freie Gewerkschaften*, jusqu'à la naissance de la CGT.

Ambiance CGT

Trois décennies à Carling – Saint Avold en Moselle



Auteurs : Roger Casanova et Richard Szykolewski . Prix : 12 euros
disponible à l' Union départementale à Metz ou auprès
du syndicat CGT ARKEMA de la plateforme chimique de Carling.

Ce recueil de souvenirs retrace des pans de vie de cette merveilleuse famille Cgt d'Ugilor / Norsolor / CdF chimie de la plateforme pétrochimique de Carling - Saint-Avold.

Pour agrémenter la lecture, nous avons choisi, parmi les nombreuses séquences, certes les plus intenses, mais aussi les plus insolites, car l'humour et la bonne humeur étaient aussi notre quotidien dans cette période.

Les drames, nous les avons subis et assumés au mieux, même si certains nous ont fait mal, voire très mal.

Ce livre est aussi l'occasion de rendre hommage à des camarades d'une grande intégrité, de véritables grands frères qui ont guidé les travailleurs de ce complexe vers les vraies valeurs de la CGT.